
Olivier Gajac
Curriculum vitae analytique

Sommaire

FICHE DE SYNTHÈSE	4
CURRICULUM VITAE	6
Parcours et formation	6
Doctorat	6
Formation initiale	6
◆ Parcours professionnel et séjours scientifiques	6
Activités d'enseignement	6
◆ Fonctions	6
Présentation analytique des enseignements dispensés	8
Tableau récapitulatif des enseignements universitaires dispensés (2007-2025)	17
Activités de recherche	21
Domaines et thèmes de recherche	21
Résumé des activités de recherche	21
Liste des publications	24
Ouvrage collectif	24
Articles dans des revues à comité de lecture	24
Articles dans des ouvrages collectifs	27
Working Papers	29
Valorisation de la recherche	31
Demande d'une nouvelle version d'article	31
Article soumis et en cours d'évaluation	31
Perspectives de publication	31
◆ Travaux universitaires	31
Participation à des colloques, séminaires et groupes de travail	33
◆ Communications dans des colloques, congrès et workshops internationaux	33
Communications dans des colloques nationaux	34
Communications dans des journées d'étude	35
Communications dans des séminaires	35
Activités d'animation de la recherche	36
Organisation d'un séminaire Ateliers Méthodes du Centre Emile Durkheim en 2025	36
Organisation de séminaires de recherche du département de sociologie à l'Université Galatasaray en 2018	36
Animation de la vie académique dans le département de science politique et de relations internationales de l'Université Yeditepe (2007-2015)	36

Organisation de colloques, journées d'étude et collectifs de recherche	38
♦ Responsabilités administratives	38
Participation à des recherches collectives et à des projets de recherche	39
Terrains d'enquête à l'étranger.....	43
Autres expériences professionnelles et valorisations.....	43
♦ Présentation de mes autres expériences professionnelles	44
Travaux, rapports et articles de presse	44
Informations complémentaires	45

FICHE DE SYNTHÈSE	
Situation actuelle : Enseignant-chercheur contractuel à Sciences Po Bordeaux. Membre associé au Centre Émile Durkheim de Bordeaux . Qualifié en section 19 du CNU .	
Diplômes : - Doctorat de sociologie , thèse soutenue à l'Université Paris Dauphine le 22 novembre 2010 et intitulée <i>Les associations face à la récurrence de l'exclusion</i> . L'Université n'attribue pas de mentions. - DEA de sociologie en sciences des organisations (Université Paris Dauphine, 2001), - DESS en Aménagement du territoire et développement économique local (Université de Poitiers, 2000), - DU tourisme et loisirs (Université de Poitiers, 2000), - Licence de sociologie option économie sociale (Université de Poitiers, 2000), - Maîtrise de coordinateur de développement (IFAID Aquitaine de Bordeaux, 1999).	Participations à des collectifs de recherche et projets de recherche : Septembre 2024 : Membre du groupe de travail CLTSDS¹ 47 2024-2025 : Projet Ess'entiel : recherche-action sur les nouveaux espaces d'apprentissage et de formation (tiers-lieux) à la découverte des métiers de l'ESS (France) 2022-2024 : Groupe de coopérateurs et d'enseignants-chercheurs « Les coopératives : organisation, alternative et écologie » (Turquie) 2020 : AUF Europe centrale et orientale « Les circuits courts alimentaires et la biodiversité ». (Turquie) 2019-2021: Projet SAB/CNRS-CERI de Sciences Po « Social Innovation in Times of Conflict Economic and Citizen Alternatives in the Middle East ».
	Septembre-octobre 2020 : Centre Émile Durkheim de Bordeaux « Les nouvelles formes de solidarité dans l'action sociale en France ». (France) Voir la suite page 39
ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT (3.625 heures d'enseignement)	
Depuis septembre 2025 : Vacataire à Sciences Po Bordeaux Depuis septembre 2025 : Intervenant à l' Université du Temps Libre d'Agen Septembre 2023-2025 : Enseignant-chercheur (ATER) à Sciences Po Bordeaux Septembre 2022-mai 2022 : Vacataire à Sciences Po Bordeaux	

¹ Comité local du travail social et du développement social

Depuis janvier 2022 : Formateur extérieur à l'Institut du travail social à l'**ADES**

Mars 2017-août 2021 : Enseignant-chercheur à l'**Université Galatasaray**

Septembre 2011-juillet 2015 : Maître de conférences à l'**Université Yeditepe**

Décembre 2007- août 2011 : Chargé de cours à l'**Université Yeditepe**

Mes dernières activités académiques

Working Paper

Olivier Gajac et Kiraz Özdoğan, Les coopératives de consommation face à la politisation métropolitaine : la nouvelle politique publique agricole et alimentaire à Istanbul, dans *Politiques locales d'ESS au service de la transition socio-écologique. Un recueil international de 17 Working Papers*. Groupe de travail recherche du GSEF, Working Paper, Forum mondial de l'économie sociale et solidaire, GSEF Bordeaux 2025, 27 octobre 2025.

Communications

Kiraz Özdoğan et Olivier Gajac, Les « rendez-vous manqués » d'une politique agricole méso agro-écologique à Istanbul, *Le rôle de l'ESS dans la transition socio-écologique*, 10ème Conférence internationale de recherche en économie sociale, Sciences Po Bordeaux, mardi 28 octobre 2025.

Olivier Gajac et Kiraz Özdoğan, Les coopératives de consommation face à la politisation métropolitaine : la nouvelle politique publique agricole et alimentaire à Istanbul, Table ronde *L'ESS au cœur des politiques locales : expérimentations, gouvernances et transitions territoriales*, Forum mondial de l'économie sociale et solidaire, GSEF Bordeaux 2025, mercredi 29 octobre 2025.

-
- Membre de la **Chaire TerrESS** de Sciences Po Bordeaux depuis 2023.
 - Membre d'un **Collectif** « Coopérateurs et enseignants-chercheurs » sur les coopératives Turquie depuis 2022.
 - Membre du réseau **EMES** depuis février 2020.
 - Membre du **RIUESS** depuis 2020.
 - Membre du **CIRIEC France** depuis mai 2019.
 - Membre du **Groupe de Travail 29 de l'AISLF** « Sociologies critiques, théories critiques » depuis septembre 2017.
 - Chercheur associé au **Centre Émile Durkheim** (CNRS, Université de Bordeaux) depuis décembre 2015.
 - Chercheur associé à l'**Institut Français d'études Anatoliennes** (IFEA) à Istanbul depuis novembre 2015.
 - Membre du **CEDREA** (Centre d'études sur les dynamiques sociales et la recherche-action) depuis 2011.

CURRICULUM VITAE

PARCOURS ET FORMATION

Doctorat

- **Doctorat en sociologie** à l'Université Paris Dauphine. Thèse sous la direction de M. Michel LIU et dans le cadre du CERSO (Centre d'Études et de Recherche en Sociologie des Organisations – (IRESSO - UMR CNRS INRA 7170-1427), intitulée ***Les associations face à la récurrence de l'exclusion*** et soutenue le 22 novembre 2010 devant le jury composé de :

- Françoise Crézé, Professeur Émérite en Sciences de l'éducation à l'Université Louis-Pasteur de Strasbourg.
- Paul Demunter, Professeur en Sciences de l'éducation à l'Université de Lille 1.
- Bernard Eme, Professeur des Universités à l'Université de Lille 1.
- Michel Liu, Professeur Émérite des Universités à l'Université Paris Dauphine.

L'Université n'attribue pas de mentions.

Formation initiale

- **2001** - DEA en sociologie, mention Sciences des organisations, Université Paris Dauphine,
- **2000** - DESS en Aménagement du territoire et développement économique local, Université de Poitiers,
- **2000** - DU tourisme et loisirs, Université de Poitiers,
- **2000** - Licence de sociologie, option économie sociale, Université de Poitiers,
- **1998** - Maîtrise de coordinateur de développement, IFAID Aquitaine Bordeaux.

◆ Parcours professionnel et séjours scientifiques

- **2014** : Séjour scientifique à l'étranger comme Professeur visiteur à l'Université Oxford dans le cadre du projet « Les processus de désaffiliation dans l'Empire ottoman ».
- **1991** : Séjour d'études bourse ANVAR, « Étude de la commercialisation dans le Weiling de Bleiswick de Rotterdam ».

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

◆ Fonctions

- **Depuis septembre 2025 : Vacataire, Sciences Po Bordeaux**
Conférence de méthode de spécialité 4^{ème} année
-« Géo-économie appliquée » (GEA)
Cours

-« Histoire de l'économie sociale et solidaire » (ESSIS)

- **Septembre 2023-août 2025** : ATER, Sciences Po Bordeaux, Conférences de méthode de spécialité 4^{ème} année :

- « Métier du Journalisme et du Politique » (MJP) et (SPSC et MDP),

- « Communication Publique et Politique » (CPP)

- « Management de Projet Culturel et de Développement du territoire » (MPCDT)

- « Géo-économie appliquée » (GEA)

- **Septembre 2022-août 2023** : Vacataire, Sciences Po Bordeaux, Conférences de méthode de spécialité 4^{ème} année :

- « Métier du Journalisme et du Politique » (MJP) et (SPSC et MDP),

- « Communication Publique et Politique » (CPP)

- « Management de Projet Culturel et de Développement du territoire » (MPCDT)

- « Géo-économie appliquée » (GEA)

- **Depuis janvier 2022** : Formateur extérieur, Institut du travail social ADES, Parcours Educateur spécialisé.

- **Mars 2017-Août 2021** : Enseignant-chercheur, Université Galatasaray, Faculté de sciences et lettres, Département de sociologie.

- **Septembre 2011-juillet 2015** : Maître de conférences, Université Yeditepe, Faculté des sciences administratives et économiques, Département francophone de science politique et de relations internationales.

- **Décembre 2007-août 2011** : Chargé de cours, Université Yeditepe, Faculté des sciences administratives et économiques, Département francophone de science politique et de relations internationales.

- **2004-2005** : Coordinateur et formateur de la formation E.T.A.I.E organisée par le GIAE H-N (Groupement de l'Insertion par l'Activité Économique de Haute-Normandie). Institut de Développement Social de Canteleu.

- **2003-2005** : Coordinateur du programme de formation organisé par la FNARS Haute-Normandie et en collaboration avec des organismes de formation de Paris, d'Amiens, de Rouen. Œuvre Hospitalière de Nuit de Rouen.

- **1998-1999** : Formateur de sessions de formations agricoles organisées par l'ONG Enda Maghreb. Rabat/Taza, Maroc.

- **1997** : Formateur de sessions de formations agricoles organisées par le Groupement NAAM. Ouahigouya, Burkina Faso.

Présentation analytique des enseignements dispensés

- **Histoire de l'économie sociale et solidaire**

Public : Mastre 1 ESSIS

Volume horaire : 18 heures

Effectif : 20 étudiant.e.s

Le cours proposé sur l'histoire de l'ESS retrace la genèse et l'évolution historique de l'économie sociale et solidaire (ESS). Le Bloc A explore ses sources idéologiques au XIX^e siècle, en articulant socialisme associationniste et naissance des coopératives, christianisme social et démocratie chrétienne, libéralisme social et philanthropie entrepreneuriale, puis solidarisme républicain et coopération de consommation. Le Bloc B poursuit avec l'histoire des idées coopératives au XX^e siècle, du développement sectoriel aux transformations identitaires et modes de production, en passant par les communautés coopératives et l'autogestion comme modèle critique. Enfin, le Bloc C aborde la construction institutionnelle de l'ESS depuis les années 1960, autour de la deuxième gauche, de sa reconnaissance politique et du renouveau apporté par l'économie solidaire contemporaine. Ensemble, ces séances éclairent la continuité et l'adaptation de l'économie sociale face aux mutations économiques et sociales.

- **Les processus de socialisation**

Public : 3^{ème} année du parcours Éducateur spécialisé

Volume horaire : 7 heures

Effectif : 25 étudiant.e.s

La socialisation est le processus d'apprentissage des normes, valeurs et rôles permettant à l'individu de s'intégrer en société. Elle comprend la socialisation primaire (enfance) et secondaire (âge adulte). Le cours présente plusieurs instances clés : La famille ; l'école ; les pairs et les médias. À travers des études de cas, le texte explore des situations spécifiques : la socialisation originaire médicale des enfants handicapés et l'importance de l'autonomie (dispositif CAMSP) ; l'éloignement et la reconstruction de liens chez les Mineurs Non Accompagnés (MNA) ; et l'impact de la pauvreté sur les quatre types de liens sociaux (filiation, participation élective, participation organique, citoyenneté) selon les modèles étatiques (familialiste ou individualiste). Enfin, quatre approches théoriques modélisent ce processus : le culturalisme/fonctionnalisme (conditionnement), l'interactionnisme de Goffman (ajustement et rôles joués), le structuralisme de Bourdieu (concept d'habitus), et la construction sociale de la réalité (Weber, Habermas, Berger, Luckmann)

- **Les reproductions sociales**

Public : 3^{ème} année du parcours Éducateur spécialisé

Volume horaire : 3.5 heures

Effectif : 25 étudiant.e.s

La reproduction sociale désigne le processus par lequel les inégalités et les structures de classes se perpétuent d'une génération à l'autre. Plusieurs théories fondatrices éclairent ce phénomène : Karl Marx l'analyse à travers l'économie et l'idéologie dominante, tandis qu'Émile Durkheim insiste sur le rôle des institutions pour maintenir la conscience collective. Pierre Bourdieu

démontre que l'école légitime les inégalités sociales en favorisant l'habitus et le capital culturel de la classe dominante. Basil Bernstein met en évidence l'inégale maîtrise des codes langagiers selon le milieu, et Bowles & Gintis soulignent comment le « programme caché » scolaire prépare les élèves à la hiérarchie capitaliste. Raymond Boudon nuance ces déterminismes en attribuant les inégalités aux choix rationnels (calcul coût/avantage) des familles. Transposée au travail social, cette reproduction se manifeste dans plusieurs domaines : Précarité : Serge Paugam décrit une intégration « disqualifiante » pour un tiers des travailleurs, complétée par l'analyse territoriale de la pauvreté de Loïc Wacquant (hyperghettoïsation). Handicap : Henri-Jacques Stiker montre comment la société maintient les personnes handicapées dans l'altérité et l'infériorité, nécessitant de passer de l'assimilation à l'inclusion. Santé et Enfance : Les inégalités se cristallisent dès la petite enfance par l'accès aux pratiques culturelles (Lahire) et par une exposition inégale aux risques professionnels (Thébaud-Mony)

- **Les personnes en situation d'exclusion : De la précarité à la pauvreté. Les personnes en situation d'exclusion : Tout public et exclusion**

Public : 3^{ème} année du parcours Éducateur spécialisé

Volume horaire : 3.5 heures

Effectif : 25 étudiant.e.s

La notion d'exclusion a évolué historiquement, passant de statuts fixes à l'analyse d'un processus cumulatif. Trois concepts sociologiques majeurs permettent de le modéliser : La désaffiliation (Robert Castel) : Se définit comme l'aboutissement d'un double décrochage par rapport à la zone de travail et aux réseaux de sociabilité. La disqualification (Serge Paugam) : Repose sur le discrédit lié à la non-participation sociale, l'humiliation de l'assistance et la rupture successive des différents liens protecteurs. La désinsertion (Gaulejac et Taboada Léonetti) : Résulte de handicaps cumulatifs se déclinant en facteurs économiques, relationnels et normatifs, accentués par les exigences de réussite de l'hypermodernité. A cela, on doit compter sur les transformations macro-économiques dans lesquelles les individus sont aussi acteurs. De fait, les mutations économiques ont transformé l'exclusion en un clivage horizontal séparant le dedans (in) du dehors (out), formalisé par la notion d'employabilité. Face à cela, l'État réévalue son action en passant du *Welfare* au *Workfare State*, ce qui se traduit par le durcissement des conditions d'indemnisation et une conditionnalité accrue des prestations. Avec l'isolement social et institutionnel, le non-recours qualifie la situation de toute personne ne bénéficiant pas d'une offre publique à laquelle elle pourrait prétendre. L'Odenore synthétise ce phénomène en trois formes : la non-connaissance de l'offre, la non-demande (choisie ou contrainte par la complexité administrative et la stigmatisation) et la non-réception provoquée par les dysfonctionnements institutionnels

- **Les personnes en situation d'exclusion : Migration et exclusion**

Public : 3^{ème} année du parcours Éducateur spécialisé

Volume horaire : 3.5 heures

Effectif : 25 étudiant.e.s

Ce cours analyse l'exclusion à travers le prisme de la discrimination et de la construction de l'altérité. La discrimination est abordée sous quatre angles théoriques : Juridique : Différence de traitement illicite, directe ou indirecte, basée sur l'un des 25 critères interdits par la loi. Économique : Inégalités persistantes de traitement et de salaire à capacités égales (notamment

entre genres). Socio-psychologique : Processus de catégorisation sociale (opposition « Nous »/« Eux »), de stéréotypisation (raccourcis cognitifs intériorisés par violence symbolique) et de préjugés chargés d'affects négatifs. Sociologique : Analyse des représentations collectives stables (Durkheim) et des représentations sociales évolutives façonnées par la position sociale (Moscovici). La deuxième partie explore la déviance comme construction sociale via l'interactionnisme : Goffman définit le « fou » par le non-respect des rites d'interaction et décrit la destruction identitaire en institution totale ; Becker théorise la déviance comme le résultat d'un étiquetage institutionnel ; Simmel montre que le « pauvre » naît de la relation d'assistance.

- **L'analyse institutionnelle**

Public : 3^{ème} année du parcours Éducateur spécialisé

Volume horaire : 10.5 heures

Effectif : 25 étudiant.e.s

Ce cours se penche sur l'analyse institutionnelle et l'action sociale. Il examine les transformations et les dysfonctionnements du secteur médico-social. Il met en lumière une crise de sens, caractérisée par le passage d'une action publique concertée à une logique de commande publique standardisée et technocratique. Cette évolution engendre une perte d'autonomie pour les associations et une gestion des flux au détriment des projets politiques. Quatre secteurs illustrent ces tensions : la protection de l'enfance face à l'individualisation des difficultés, le handicap confronté aux injonctions d'insertion en milieu ordinaire, la prévention spécialisée subissant des baisses de financement, et le médico-social soumis à des impératifs de contrôle gestionnaire. Pour analyser ces dynamiques, l'analyse institutionnelle est abordée comme l'étude dialectique entre l'« instituant » (l'acte de créer) et l'« institué » (la règle figée). Il s'appuie sur diverses théories : le fonctionnalisme, l'analyse stratégique (rationalité limitée et pouvoir), l'interactionnisme (institutions totales de Goffman) et l'école des conventions. Enfin, trois méthodes cliniques et d'intervention sont présentées pour dépasser les crises : l'intervention sociologique de Touraine, la sociologie clinique (récits de vie), et la socianalyse. Cette dernière utilise le « dérangement » et la figure de l'« analyseur » (événement ou situation de blocage) comme outils collectifs pour révéler les clivages, libérer la fonction critique et refonder le fonctionnement démocratique.

- **Territorialité et inégalités sociales**

Public : Master 1 CPP, MJP, SPSC/MDP et MPCDT

Volume horaire : 324 heures

Effectif : 25 étudiant.e.s

La conférence de spécialité, s'étalant sur deux semestres, aborde des grands thèmes en lien avec les spécialisations, « Métier du Journalisme et du Politique » (MJP), « Communication Publique et Politique » (CPP), « Métier du Politique, et Science Politique et Sociologie Comparatives » (MDP et SPSC) et « Management de Projet Culturel et de Développement du territoire » (MPCDT). S'appuyant en partie sur la sociologie politique, elle vise à travers les grands thèmes de la participation politique, des mécanismes de construction des problèmes publics, et des politiques publiques à s'intéresser à la territorialité et aux inégalités sociales. Pour cela, elle traite notamment de la crise de la démocratie représentative, de la mutation des partis politiques, de la géographie du vote, des collectivités locales, de la lutte contre les inégalités sociales, des protections sociales étatiques, des contestations, des politiques sociales

territoriales et de la montée des acteurs non-institutionnels, de la co-construction de l'action publique, du renouveau coopératif et de ses identités, des investissements durables locaux, et de la place des initiatives citoyennes. Une pluralité de méthodes est sollicitée, démarche de recherche, édito, note politique et *policy brief* en fonction des spécialités.

- **Géo-économie appliquée**

Public : Master 1

Volume horaire : 144 heures

Effectif : 25 étudiant.e.s

La conférence de spécialité, s'étalant sur deux semestres, aborde des grands thèmes en lien avec la spécialisation « Géo-économie appliquée » (GEA). S'appuyant en partie sur la sociologie des relations internationales, elle vise à travers les grands thèmes des aires culturelles, des grandes puissances et des enjeux idéologiques et géopolitiques à appréhender les nouveaux défis internationaux. Pour cela, elle traitera notamment de l'aire post-soviétique, des conflits latents, des révolutions, du contrôle et de l'exploitation des ressources naturelles, des autoritarismes et des anti-démocraties, des conflits armés ainsi que des sociétés civiles.

- **Sociologie de l'exclusion et des discriminations**

Public : 3^{ème} année du parcours Éducateur spécialisé

Volume horaire : 24 heures

Effectif : 25 étudiant.e.s

Ce cours aborde les notions liées à la question sociale du point de vue des sciences sociales. Il passe ainsi en revue les différents concepts tels que la pauvreté, l'exclusion, la désaffiliation, la désinsertion, les inégalités, les vulnérabilités et les discriminations. Il propose une lecture à la fois historique et contemporaine, mais aussi pluridisciplinaire de ces notions.

- **Sociologie générale**

Public : Licence 1 et 2, Sociologie et science politique

Volume horaire : 168

Effectif : 25 étudiant.e.s.

Les sciences sociales sont traversées par des débats qui portent à la fois sur les objets à décrire et sur les méthodes à utiliser. L'épistémologie permet de comprendre l'ensemble des oppositions qui ont structuré historiquement les différents courants de la sociologie jusqu'à aujourd'hui. En présentant les grandes écoles de pensée et leurs positionnements épistémologiques, nous analysons ce qu'impliquent les divergences d'un point de vue méthodologique. Plus spécifiquement, nous décrivons et interprétons les procédures mises en œuvre par les sociologues « pour faire sens » du monde social, et comment celles-ci correspondent à des présupposés sur la nature et le fonctionnement même de la réalité sociale. Le choix et le sens d'une méthode dépendent notamment de la variation des contextes étudiés (individu, interaction, structure, rationalité, réseau). Enfin, il conviendra de réfléchir au dépassement des dualismes et des clivages pour saisir ce que recouvre l'interdisciplinarité.

- **Anthropologie sociale**

Public : Licence 1 et 2, Sociologie, science politique et économie
Volume horaire : 126
Effectif : 30-40 étudiant.e.s.

Cours visant à introduire les différents courants théoriques de l'anthropologie sociale à des étudiants de 1^{ère} et de 2^{ème} année. Il s'attache tout d'abord à définir l'objet et la méthode de l'anthropologie. Il s'intéresse particulièrement à l'approche ethnologique et aux méthodes d'observation. Ensuite, il présente les principaux courants de pensée en anthropologie classique. Enfin, il aborde les grands thèmes de l'anthropologie tels que l'anthropologie politique, économique, religieuse, de la parenté et des rites ainsi que la production de l'anthropologie sociale contemporaine.

- **Méthodologie d'enquête en sciences sociales**

Public : Licence 2, Science politique et relations internationales
Volume horaire : 294
Effectif : 30 étudiant.e.s

Ce cours a pour but de vous familiariser avec les méthodes de recherche en sciences sociales et de rédaction de mémoire. Il se décompose en deux temps. La première partie consiste à mieux appréhender les méthodes de rédaction de mémoire. À cet effet, vous serez amenés à participer à des travaux pratiques et à construire vos propres outils et techniques nécessaires à la réalisation de votre mémoire. La seconde partie de ce cours a pour objet de transmettre les fondamentaux en ce qui concerne les méthodes de recherche en sciences sociales. À ce titre, nous aborderons les différents types d'enquêtes les plus utilisés à travers les méthodes qualitatives.

- **Sociologie des associations**

Public : Licence 3 et 4, Sociologie et science politique
Volume horaire : 84
Effectif : 25 étudiant.e.s.

Cours privilégiant une approche des théories de la sociologie des organisations et une approche socio-politique des rapports entre les corps intermédiaires et la puissance publique dans le contexte historique et contemporain. Il a pour but de s'intéresser au fait associatif comme une nouvelle forme d'organisation des sociétés démocratiques. En retraçant l'histoire de sa naissance et en relatant ses conceptions philosophiques et sociologiques, nous observons l'évolution de son rôle face à la puissance publique ainsi que les principaux vecteurs de son développement au XX^e siècle. Moteur du changement, l'association tend à rapprocher « sphère privée » et « sphère publique » en faveur d'une meilleure régulation sociale et politique, mais elle n'est pas à l'abri d'une récupération ou d'une instrumentalisation politique. Si elle doit promouvoir constamment un fonctionnement démocratique pour conserver sa légitimité -sans quoi elle s'écartere de son projet originel-, l'association n'est-elle pas en panne d'une représentativité à l'échelle nationale pour être véritablement une contre-société ?

- **Sociologie des mouvements sociaux**

Public : Licence 3 et 4, Sociologie et science politique
Volume horaire : 126

Effectif : 20-30 étudiant.e.s.

Ce cours vise à donner une définition du mouvement social et à sensibiliser les étudiants aux différentes grilles d'analyse et courants théoriques. À travers une lecture chronologique des méthodes d'analyse et des courants sociologiques, il s'agit de comprendre les différents ressorts de l'action collective jusqu'à l'émergence de nouvelles thématiques au sein des politiques publiques et de nouvelles formes d'engagement dans la société. De là, nous regardons la question du renouvellement de l'engagement, ses conséquences politiques, les nouveaux mouvements sociaux économiques et les liens entre mouvements sociaux et économie solidaire. Cours s'intéressant ainsi à saisir l'évolution des approches théoriques et leurs controverses en s'appuyant sur l'actualité des mouvements sociaux post-2000 et sur mes recherches de terrain tout en impliquant les étudiants à interpréter théoriquement un cas de figure de mouvement social.

- **Économie solidaire**

Public : Master 1 et 2, Sociologie, science politique et gestion

Volume horaire : 84

Effectif : 5 étudiant.e.s.

Ce cours vise tout d'abord à rappeler les racines, les utopies, les pratiques aux origines contemporaines de l'économie solidaire, mais aussi à définir sociologiquement, à travers les principaux penseurs, le concept au regard du secteur public et marchand. De fait, il permet de rappeler que les sociétés n'ont pas toujours eu pour modèle dominant le marché, et de montrer que cet imaginaire général de l'économie est relativement récent. À ce titre, il met en exergue dans nos sociétés modernes, l'idée d'une économie plurielle qui distingue l'économie de l'échange, de la redistribution et du domestique. Il s'appuie sur une diversité d'expériences dans le monde, et aborde de façon transversale la multitude des statuts (coopératives, mutuelles, associations, fondations, etc.), pour mettre en exergue le défi que l'économie solidaire doit surmonter face à la puissance publique et au marché, c'est-à-dire, mettre la réciprocité au cœur de l'économie, et voir comment, à l'ère des technologies de la connaissance, elle peut redonner vie à la notion des « communs » et dynamiser les territoires – à contre-courant, toujours, de l'économie dominante. Cours insistant sur une approche substantive de l'économie tant d'un point de vue historique que contemporain, et conduisant les étudiants à mener des entretiens pour interpréter dans un cadre théorique les enjeux des initiatives solidaires alternatives.

- **Démocratie et société civile**

Public : Licence 3 et 4, Sociologie, économie et science politique

Volume horaire : 210

Effectif : 25 étudiant.e.s.

Ce cours a pour but d'étudier la question de l'État moderne sous l'angle de la démocratie et de la société civile. Après avoir rappelé les caractéristiques de l'État moderne, il cherche à mettre en évidence les influences auxquelles il doit faire face dans le processus de la mondialisation. De la sorte, il rappelle l'histoire des démocraties et insiste sur les paramètres essentiels qui ont légitimé ces dernières décennies l'exercice de son pouvoir politique tant d'un point de vue institutionnel que démocratique. Aussi, il souligne les nouvelles exigences citoyennes face à l'État. Quel rôle la société civile joue-t-elle aujourd'hui ? Peut-on parler d'un type ou de

plusieurs types de société civile ? Dans ce contexte, il questionne la société civile face aux tendances autoritaires et les reconfigurations de l'État moderne face au défi de la mondialisation et de la société civile. Enfin, il explore les alternatives démocratiques et économiques au libéralisme. Cours questionnant les sociétés modernes libérales et plus particulièrement la place de l'État dans le contexte de la mondialisation, en insistant historiquement et de façon contemporaine sur le lien entre les concepts de l'État moderne, de démocratie, de l'État de droit et de la société civile dans les aires culturelles de l'Occident, de l'Asie, du Moyen-Orient et de l'Afrique.

- **Sociologie du développement et de l'action humanitaire**

Public : Licence 3 et 4, Sociologie, science politique et philosophie

Volume horaire : 168

Effectif : 25 étudiant.e.s.

Ce cours a pour but de traiter les rapports entre les pays du Nord et du Sud à travers l'action internationale. Il s'attache tout d'abord à décrire la naissance de l'aide humanitaire, mais aussi l'histoire du développement dans les relations Nord/Sud. Il rappelle la brève histoire de la mise en place des organisations internationales et de l'évolution du droit humanitaire. Il présente la classification des pays en voie de développement et les approches des politiques de développement. Il met également en évidence l'émergence de nouveaux acteurs tels que les ONG. À cet effet, il propose une réflexion sur le rôle des acteurs internationaux dans le cadre du développement et de l'action humanitaire, et sur l'influence des pays émergents dans le rapport Nord/Sud. Enfin, nous nous référons à des études de cas pour mieux appréhender les controverses des acteurs internationaux dans le développement, le rôle des ONG et la place du droit humanitaire dans les conflits armés, et nous découvrons les métiers de l'humanitaire.

- **Sociologie politique**

Public : Licence 2, Sociologie, science politique, relations internationales et philosophie

Volume horaire : 294

Effectif : 25 étudiant.e.s

L'objectif de ce cours est tout d'abord de mieux appréhender le processus de l'émergence des États modernes à travers le pouvoir politique depuis le Moyen-âge jusqu'à aujourd'hui. De ses formes initiales jusqu'à nos jours, nous regardons donc les différentes thèses relatives à la construction des États modernes. Nous nous attachons ensuite à porter un regard sociologique sur le pouvoir politique. Nous nous intéressons également aux métiers du politique, à l'homme ou à la femme politique, aux élites et à ses dynamiques sociales. Puis, nous regardons du côté de la société civile et plus particulièrement des groupes sociaux, pour mieux appréhender leur rôle, mais aussi comprendre leurs rapports de force au regard des pouvoirs politiques. Nous nous appuyons sur l'exemple des associations et nous évaluons leurs rôles et fonctions au sein des sociétés démocratiques. Nous analysons la question des mouvements sociaux dans les sociétés démocratiques ou non. Enfin, nous discutons de la mise en œuvre des politiques publiques, de leurs évaluations ainsi que des acteurs locaux impliqués dans la décision politique.

- **Histoire des idées politiques**

Public : Licence 2, Science politique, sociologie et relations internationales

Volume horaire : 294
Effectif : 35 étudiant.e.s

L'idée de ce cours consiste à passer en revue les idées politiques majeures depuis la Grèce antique jusqu'à aujourd'hui. Nous nous efforçons brièvement de rappeler le contexte, qu'il soit politique, religieux, économique, ou social, qui a marqué chacune des périodes et nous essayons de mettre en évidence ses évolutions notoires tant d'un point de vue européen qu'international. Nous présentons au cours de ces différentes périodes les auteurs et leurs idées qui ont contribué à l'émergence d'un pouvoir politique, à la naissance des États et à la formation des fondements des sociétés démocratiques et de droits.

- **Histoire des relations internationales**

Public : Licence 2, Science politique, sociologie et relations internationales
Volume horaire : 168
Effectif : 35 étudiant.e.s

Ce cours retrace les événements importants de l'histoire des relations internationales du Ve siècle à la fin du XIXe. De la chute de l'Empire romain à l'émergence des États modernes, nous observons des transformations hégémoniques en Europe tant sur le plan religieux, dynastique, maritime et continental. Nous nous arrêtons sur l'importance des Traités de Westphalie et de leurs répercussions politiques pour ensuite mettre en évidence les oscillations des pays européens entre le libéralisme et l'absolutisme. Les évolutions culturelles et économiques conduisent au triomphe des idées libérales avec l'ère des Révolutions. La Révolution française précédée de l'indépendance des Amériques aura des conséquences dans l'Europe entière, conduisant à l'isolement de la France au Congrès de Vienne de 1815. La question de l'Orient met en difficulté l'Empire ottoman face aux puissances continentales et aux insurrections balkaniques. L'Europe doit faire face aux troubles sociaux dont la Révolution de 1848 révèle le rêve déçu de la révolution française. La course à l'expansion coloniale et les rivalités européennes vont faire de l'Allemagne bismarckienne une puissance européenne. La déchristianisation et le nationalisme de la fin du XIXe sont annonciateurs de futures crises.

- **Histoire contemporaine**

Public : Licence 2, Science politique, sociologie et relations internationales
Volume horaire : 84
Effectif : 35 étudiant.e.s

Ce cours cherche à mieux saisir les événements importants qui ont marqué le XX^{ème} siècle. Il se penchera sur les processus conduisant à la Grande Guerre et à la Révolution russe, à la Deuxième Guerre mondiale et aux fascismes et au nazisme, à la Guerre froide et aux mouvements sociaux, et à la démocratie comme valeur universelle. Nous essayons pour chacune des périodes de relater en préambule des notions comme le nationalisme, l'impérialisme, le libéralisme, etc. Enfin, nous scrutons d'un point de vue historique, sociologique, économique et politique, les facteurs et les raisons explicatifs de ces différents faits historiques du XXe siècle.

- **Les Balkans dans les relations internationales et la Turquie**

Public : Licence 2, Master 1, Science politique et relations internationales

Volume horaire : 294
Effectif : 20 étudiant.e.s

L'objectif de ce cours est de comprendre tout d'abord comment l'identité Balkanique s'est construite dans le jeu des Empires (Romain, Byzantin, Ottoman, etc.), de rappeler l'émergence des premiers royaumes (Serbe, Bulgare, etc.) tout en rappelant les principaux événements historiques, allant de la conquête de l'Empire ottoman jusqu'au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Nous abordons ainsi la Première et la Deuxième guerre balkanique et l'entrée des Balkans dans la Première Guerre mondiale. Nous regardons ensuite les facteurs à l'origine du processus de la formation du Royaume de Yougoslavie. Nous observons la situation politique dans les Balkans après la Première Guerre mondiale et la configuration régionale durant la période de l'entre-deux-guerres. Nous analysons la période du régime communiste de Tito dans les Balkans durant la Guerre froide. Nous analysons les effets de la crise du communisme sur les Balkans, l'éclatement de la Yougoslavie et la guerre civile. Enfin, nous concluons sur les transformations des Balkans et traitons des enjeux de leur intégration à l'Europe, les liens avec la Turquie, ainsi que les questions soulevées par les Balkans dans le domaine des relations internationales.

- **Mondialisation, démocratie et société civile**

Public : Licence 2, Master 1, Science politique et relations internationales
Volume horaire : 168
Effectif : 15 étudiant.e.s

Ce cours a pour but d'étudier la question de l'État moderne sous l'angle de l'État, de la démocratie et de la société civile. Après avoir rappelé les caractéristiques de l'État moderne, nous mettons en évidence les influences auxquelles il doit faire face dans le processus de la mondialisation. Dès lors, nous analysons les reconfigurations de l'État moderne face au défi de la mondialisation et insistons sur les paramètres essentiels à légitimer l'exercice de son pouvoir politique tant d'un point de vue institutionnel que démocratique. Quelles sont les notions auxquelles doivent faire appel les États modernes pour renforcer l'État de droit ? Nous nous appuyons sur plusieurs cas de figure pour expliciter ces questions.

- **La Russie dans les relations internationales et la Turquie**

Public : Licence 2, Master 1, Science politique, sociologie et relations internationales
Volume horaire : 126
Effectif : 20 étudiant.e.s

Ce cours nous permet de mieux comprendre les enjeux et défis que la Russie doit relever si elle veut prétendre au statut des puissances démocratiques du XXI^e siècle. Après avoir réalisé de fulgurants progrès dans les domaines militaires, politiques, économiques et sociaux depuis l'effondrement de l'ex-URSS, la Russie est en passe de devenir une grande puissance. Or cette prétendue future grande puissance montre des signes de faiblesse tant à l'intérieur de ses frontières, que vis-à-vis de ses pays riverains, mais également dans la diplomatie internationale. La Russie rencontrerait quelques difficultés d'adaptation à l'évolution géostratégique et géopolitique de son environnement, et tendrait à adopter de vieilles attitudes et à revenir à des méthodes plus arbitraires dans ses rapports à autrui (étranger proche, l'élargissement européen, les pays du Caucase et d'Asie centrale, les États-Unis, etc.).

- **Action internationale et aide humanitaire**

Public : Licence 2, Master 1, Science politique, sociologie et relations internationales

Volume horaire : 168

Effectif : 20 étudiant.e.s

Ce cours a pour but de traiter les rapports entre les pays du Nord et du Sud à travers l'action internationale. Il s'attache tout d'abord à décrire la naissance de l'aide humanitaire, mais aussi l'histoire du développement dans les relations Nord/Sud. Il rappelle la brève histoire de la mise en place des organisations internationales et de l'évolution du droit humanitaire. Il présente la classification des pays en voie de développement et les approches des politiques de développement. Puis, il met en évidence l'émergence de nouveaux acteurs tels que les ONG. À cet effet, il propose une réflexion sur le rôle des acteurs internationaux dans le cadre de l'action au développement et de l'action humanitaire, et l'influence des pays émergents dans le rapport Nord/Sud. Enfin, nous nous interrogerons sur la question des conflits armés actuels au regard du droit humanitaire.

- **Turquie, Caucase et Asie centrale**

Public : Licence 2, Master 1, Science politique, sociologie et relations internationales

Volume horaire : 126

Effectif : 20 étudiant.e.s

Ce cours a pour but de présenter les enjeux géopolitiques et géostratégiques dans les régions du Caucase et d'Asie centrale. Nous montrons entre autres l'évolution des relations entre la Turquie et ces nouveaux espaces avant l'effondrement de l'URSS et après l'indépendance de ces nouvelles républiques du Caucase et d'Asie centrale. Nous rappelons également le rôle et l'influence de la Turquie en tant que puissance régionale autant vis-à-vis de ces nouveaux espaces que des "grandes puissances". Nous passons ainsi en revue les thèmes tels que la coopération en mer Noire, le transit des hydrocarbures, les tensions conflictuelles dans le Caucase, le statut de la mer Caspienne comme une nouvelle zone de flux géo-économique, les relations économiques de la Turquie avec les pays d'Asie centrale et la montée en puissance de l'Organisation de Coopération de Shanghai.

Tableau récapitulatif des enseignements universitaires dispensés (2007-2026)

SCIENCES PO BORDEAUX, 2022-2025 (486h ²)					
<i>Intitulé</i>	<i>Vol. Horaire</i>	<i>CM³</i>	<i>Niveau</i>	<i>Années</i>	<i>Mention/parcours</i>
Territorialité et inégalités sociales	24 séances (25 étudiants)*1.5*3 spécialités + 108 h *2 ans= ATER) = 324h	Conférences de méthode de spécialisé 4 ^{ème} année	Master 1	2022-2023 2023-2024 2024-2025	Science politique -Master MPCDT -Master CPP

² Total des heures avec la CM de GEA (de 2022 à 2026)

³Conférence de méthode

Géo-économie appliquée	24 séances, 25 étudiants, * 1.5h+ 36h *2 ans = ATER + 36h = 144h	CM	Master 1	2022-2023 2023-2024 2024-2025 2025-2026	-Master MJP -Master MDP et SPSC
Histoire de l'ESS	12 séances (14 étudiants)*1.5 = 18h	Cours	Master 1	2025-2026	Master ESSIS

INSTITUT DU TRAVAIL SOCIAL ADES, 2022-2026 (119h)					
<i>Intitulé</i>	<i>Vol. Horaire</i>	<i>CM⁴/TD⁵</i>	<i>Niveau</i>	<i>Années</i>	<i>Mention/parcours</i>
Les processus de socialisation	2 séances, 25 étudiants*3.5h = 7h	CM	3 ^{ème} année et 2 ^{ème} année	2025-2026	Sociologie/ Éducateur spécialisé Moniteur éducateur
Les reproductions sociales	1 séance, 25 étudiants*3.5h = 3.5h		3 ^{ème} année	2025-2026	
Les personnes en situation d'exclusion : De la précarité à la pauvreté	1 séance, 25 étudiants*3.5h = 3.5h		3 ^{ème} année	2025-2026	
Les personnes en situation d'exclusion : Tout public et exclusion (les jeunes, ...)	1 séance, 25 étudiants*3.5h = 3.5h			2025-2026	
Les personnes en situation d'exclusion :	1 séance, 25 étudiants*3.5h = 3.5h			2025-2026	

⁴ Cours magistral

⁵ Cours optionnel

Migration et exclusion					
Sociologie de l'exclusion	7 séances, 25 étudiants, *3.5h = 24h	CM	2 ^{ème} année	2022 2023	
Des discriminations aux exclusions	3 séances, 25 étudiants, *3.5h= 10.5h		3 ^{ème} année	2024- 2025- 2023	
Analyse institutionnelle					
Observation clinique	12 séances, 10 étudiants, *3.5h = 36h	TD	1 ^{ère} année	2023	Moniteur éducateur
Note de réflexion	8 séances, 10 étudiants, *3.5h= 28h		2 ^{ème} année		

UNIVERSITE POPULAIRE DU TEMPS LIBRE D'AGEN, 2025-2026 (38h)					
<i>Intitulé</i>	<i>Vol. Horaire</i>	<i>CM⁶/TD⁷</i>	<i>Niveau</i>	<i>Années</i>	<i>Mention/parcours</i>
Géopolitique	25 séances, 45 personnes , *1.5h = 38h	CM	3 ^{ème} année	2025 2026	Sociologie des relations internationales

UNIVERSITÉ GALATASARAY, mars 2017 – août 2021 (1.008h)					
<i>Intitulé</i>	<i>Vol. Horaire</i>	<i>CM/TD</i>	<i>Niveau</i>	<i>Années</i>	<i>Mention/parcours</i>
Sociologie générale	14 séances, 25 étudiants, 42h /Tr.*4 ans = 168h	CM	Licence	2017 2018 2020 2021	Sociologie
Anthropologie sociale	14 séances, 30-40 étudiants, 42h /Tr.*3 ans = 126h	CM	Licence	2017 2020 2021	Sociologie
La sociologie des associations	14 séances, 25 étudiants, 42h /Tr.*2 ans = 84h	CM optionnel	Master 1	2017 2019	Sociologie
Sociologie des mouvements sociaux	14 séances, 20-30 étudiants, 42h /Tr.*3 ans	CM optionnel	Master 1	2017 2018 2019	Sociologie

⁶ Cours magistral

⁷ Cours optionnel

	= 168h			2020	
Économie solidaire	14 séances, 5 étudiants, 42h /Tr.*1 ans = 84h	CM	Master 2	2018 2020	Sociologie
Démocratie et société civile	14 séances, 25 étudiants, 42h /Tr.*5 ans = 210h	CM optionnel	Master 1	2017 2018 2019 2020 2021	Sociologie
Sociologie du développement et de l'action humanitaire	14 séances, 25 étudiants, 42h /Tr.*4 ans = 168h	CM optionnel	Master 1	2017 2018 2019 2020	Sociologie

UNIVERSITÉ YEDITEPE, décembre 2007- juillet 2015 (1.974h)					
Intitulé	Vol. Horaire	CM/TD	Niveau	Années	Mention/parcours
Méthodologie d'enquête en sciences sociales	14 séances, 30 étudiants, 42h /Tr.*7 ans = 294h	CM	Licence	7 années consécutives	Science politique et relations internationales
Sociologie politique	14 séances, 25 étudiants, 42h /Tr.*7 ans = 294h	CM	Licence	7 années consécutives	Science politique et relations internationales
Histoire des idées politiques	14 séances, 35 étudiants, 42h /Tr.*7 ans = 294h	CM	Licence	7 années consécutives	Science politique et relations internationales
Histoire des relations internationales	14 séances, 35 étudiants, 42h /Tr.*4 ans = 168h	CM	Licence	4 années	Science politique et relations internationales
Histoire contemporaine	14 séances, 35 étudiants, 42h /Tr.*2 ans = 84h	CM	Licence	2 années	Science politique et relations internationales
Les Balkans dans les relations internationales et la Turquie	14 séances, 20 étudiants, 42h /Tr.*7 ans = 294h	CM optionnel	Master 1	7 années consécutives	Science politique et relations internationales
Mondialisation, démocratie et société civile	14 séances, 15 étudiants, 42h /Tr.*4 ans = 168h	CM optionnel	Master 1	4 années	Science politique et relations internationales
La Russie dans les relations internationales et la Turquie	14 séances, 20 étudiants, 42h /Tr.*3 ans = 126h	CM optionnel	Master 1	3 années	Science politique et relations internationales

Action internationale et aide humanitaire	14 séances, 20 étudiants, 42h /Tr.* 4 ans = 168h	CM optionnel	Master 1	4 années	Science politique et relations internationales
Turquie, Caucase et Asie centrale	14 séances, 20 étudiants, 42h /Tr.*3 ans = 126h	CM optionnel	Master 1	3 années	Science politique et relations internationales

ACTIVITES DE RECHERCHE

Domaines et thèmes de recherche

Sociologie des nouvelles formes de solidarité de l'action sociale et de la gouvernance territoriale
 Sociologie des parcours de vie dans le non-institutionnel ou le précarité institutionnel
 Sociologie de la transition écologique urbaine et les circuits courts alimentaires
 Sociologie du mouvement coopératif rural et urbain en Turquie
 Sociologie des formes d'engagement
 Femmes et économie solidaire (coopératives)
 Religion (catholique, protestant et évangélique) et action sociale du village à la métropole

Résumé des activités de recherche

Je détaille ci-dessous les principaux axes de recherche que j'ai développés jusqu'à présent (selon un ordre chronologique) :

• Les associations de l'action sociale sur le champ de l'exclusion

Je me suis intéressé à la thématique des associations de l'action sociale dès mon DESS en Aménagement du territoire et développement économique local à l'Université de Poitiers. À ce titre, j'ai réalisé un terrain d'enquête auprès des structures de l'insertion par l'activité économique de la Région Poitou-Charentes qui a donné lieu à la rédaction d'un mémoire « La démocratie associative dans les associations de l'insertion économique et sociale ». Dans ce cadre, j'ai également réalisé un stage au sein du Conseil Régional Poitou-Charentes, et j'ai collaboré comme assistant de recherche à une étude régionale intitulée « Associations et territoires. Le fait associatif en région Poitou-Charentes », laquelle était coordonnée par Patrick Bonneau avec la collaboration du CREAHI. J'ai poursuivi cette réflexion dans le cadre de mon DEA à l'Université Paris Dauphine où je me suis focalisé sur les entreprises d'insertion de l'Île-de-France en réalisant un mémoire de fin d'études intitulé « Dispositif institutionnel et dispositifs organisationnels : les écarts de mise en œuvre ». Cet intérêt autour des associations de l'action sociale s'est poursuivi dans le cadre de mes fonctions de Délégué régional de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS /ex FNARS) entre 2002 et 2005 où j'ai pu réaliser des entretiens et des observations participantes auprès des acteurs associatifs de la fédération et des autres fédérations associatives.

• Les nouvelles formes de solidarité de l'action sociale en France

Dans la continuité de ma thématique « Les associations de l'action sociale sur le champ de l'exclusion », je poursuis aujourd'hui ces réflexions au regard de la reconfiguration des acteurs de l'action sociale sous le prisme des nouvelles formes de solidarité dans les territoires en lien

avec les pouvoirs publics. Ayant réalisé depuis 2017 une première enquête de terrain en France, en Région Nouvelle-Aquitaine, auprès de nouveaux et anciens acteurs (intervenues historiquement ou intervenant) sur la question sociale, j'ai pu présenter mes premiers résultats lors du colloque « Institutionnalisations en miroir, les mutations des régimes territoriaux de l'économie sociale et solidaire », les 28-29 mai 2019 à Sciences Po Bordeaux, sur le thème « Les associations d'action sociale et l'émergence de régimes territoriaux : vers la construction de compromis non-institutionnels », mais aussi à l'occasion du colloque « À la croisée des urgences », le 4 juin 2020 à Lille sous l'intitulé, « La montée d'acteurs non-institutionnels et les associations d'action sociale : vers une métamorphose de la solidarité en France ? ». J'ai eu l'opportunité également de présenter mes avancées aux rencontres du RIUESS « L'ESS, actrices des transitions ? » le 2 juin 2022 à Bordeaux en présentant « La transition du modèle inclusif de l'action sociale en France face à l'émergence et/ou au retour de nouveaux et d'anciens acteurs : continuité ou rupture ? ». À ce stade, j'ai pu publier un chapitre « La transition du modèle inclusif de l'action sociale face à l'émergence et/ou au retour de nouveaux et d'anciens acteurs : le cas de la région Nouvelle-Aquitaine » dans un ouvrage collectif *L'ESS en transition.s*, et un article « Le culte, l'action et la parole, une cause commune au retour de l'Église dans le champ des solidarités » dans la revue *Le Sociographe*. Aujourd'hui, je continue l'exploitation de mes données de terrain avec le projet d'une publication collective en collaboration avec Jean Buysens sur les acteurs évangéliques et l'aide sociale dans les territoires.

• Le concept de désaffiliation et d'exclusion

En Turquie, mes recherches ont ciblé l'étude de la pertinence de concepts construits dans des sociétés occidentales industrielles au regard de l'histoire de l'Empire ottoman jusqu'au début du XXe siècle. De fait, j'ai engagé un travail d'archives en Turquie, mais aussi en Angleterre grâce à un séjour scientifique à Oxford en 2014. De la sorte, j'ai pu discuter dans un premier temps lors d'un colloque international « Autour de Robert Castel », le 13 mars 2014 « La notion de désaffiliation chez Castel : quelle pertinence pour le contexte turc ? », et dans un deuxième temps, présenter mes réflexions lors d'un colloque international « Penser la question sociale en Europe à partir des expériences des pays émergents ? » à l'IEP de Grenoble, les 10-12 juin 2015, sur « L'analyse comparative des processus de désaffiliation de l'Empire ottoman à la Turquie contemporaine au regard des pays européens ». Ce travail tend à vérifier de manière comparative à l'Europe la pertinence du concept de désaffiliation des figures des désaffiliés de l'Empire ottoman ainsi qu'à comprendre les réponses institutionnelles en termes, par exemple, de politiques sociales, de philanthropie (les fondations -vakif), etc. Dans ce sens, un premier article a été publié par la revue *Déviance et société*, intitulé « Les nomades, les paysans et les vagabonds dans l'Empire ottoman (XIIIe siècle–début XXe siècle) : des figures de désaffiliés ? ».

• Mobilisations sociales et pluralité des formes d'engagement

Récemment, la Turquie a été marquée par un mouvement social sans précédent dans son histoire moderne qui a eu un impact politique, culturel et biographique sur une partie de la population. Même si l'on trouve des mobilisations sociales dès l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002, on voit apparaître après le mouvement social du parc Gezi une augmentation significative de collectifs investis dans plusieurs domaines de la vie sociale. À partir de plusieurs enquêtes de terrain (2013 : Istanbul ; 2015 : Istanbul ; 2017 : Istanbul, Kocaeli, Eskisehir), nous avons pu vérifier que ces collectifs se distinguaient des organisations classiques de la société civile, qu'ils

associaient des individus aux horizons socio-économiques plus divers et qu'ils pouvaient contraindre la puissance publique à prendre en compte, dans une certaine mesure, leurs revendications. Toutes ces réflexions ont donné lieu à plusieurs communications : « Du mouvement social du parc Gezi aux formes plurielles d'engagement en Turquie » à l'IFEA le 15 février 2019 ; « Les pluralités des formes d'engagement en Turquie », à l'Université Paris Sorbonne, les 23-24 novembre 2018 ; « Savunmalar, Dayanışmalar ve Hareketler: Türkiye'de Yeni Kolektif Oluşumlar » à Istanbul les 28-30 septembre 2018 ; « Desertion (Forced) and Reconstruction of Another Society » à Istanbul les 28-30 septembre 2018 ; « Mobilisations sociales en Turquie : regards sur les nouvelles formes d'engagements collectifs » à l'Université Paris Sorbonne les 28-29 septembre 2017 ; « The Social Movement in Turkey in the Context of a Constitutional Reform », à Oñati les 10-11 septembre 2015 et « Comprendre le mouvement du parc Gezi » à Casablanca le 17 juin 2014. À travers cette réflexion, nous avons publié deux articles, le premier « Desertion (Forced) and Reconstruction of Another Society » et le second « Une décennie après Gezi : de l'émergence d'engagements collectifs à la légitimité institutionnelle du changement social ».

• Les initiatives alternatives citoyennes et économiques solidaires et les autorités publiques locales

Cette recherche se concentre sur les initiatives d'économie solidaire qui ont émergé ces deux dernières décennies en Turquie. Elle s'inscrit dans plusieurs programmes de recherche réalisés et en cours dans le cadre du **Consortium GSÜ/Institut français d'Istanbul** (« Les initiatives d'économie solidaire en Turquie »), de l'**AUF Europe centrale et orientale** (« Les circuits courts alimentaires et la biodiversité »), du **Projet SAB/CNRS-CERI de Sciences Po** (« Social Innovation in Times of Conflict Economic and Citizen Alternatives in the Middle East »), de **SGF/GEF** (« Les circuits courts alimentaires en Turquie et les conséquences sur la biodiversité et les intrants chimiques dans l'agriculture et l'alimentation »), de l'**AUF Europe centrale et orientale** (« L'économie solidaire et collaborative en Turquie »). En s'appuyant sur deux périodes d'enquête de terrain, autant dans l'espace urbain que rural, en 2018 (Istanbul, Ankara, Gaziantep, Izmir, Adana, Mersin, Sirince, Düzce) et 2019 (Istanbul, Artvin, Tunceli, Hatay, Izmir, Bursa, Çanakkale, Aydin), nous avons pu présenter nos résultats à plusieurs reprises : « Les initiatives d'économie solidaire en Turquie : vers une nouvelle réciprocité protectionnelle ? » à Istanbul le 10 février 2020 ; « Social Mobilization, Feminism and solidarity Economy in Turkey » à Paris les 16-17 décembre 2019 ; « Fransa'da Sosyal-Dayanışmacı Ekonomi: Üretici Kooperatiflerinden Çağdas İnisiyatiflere » à Istanbul le 15 octobre 2019 ; « The Solidarity Economy in Turkey and its Ecosystem: a Future still Uncertain at the Emergence of a Plurality of Resource Hybridization Models » à Bucarest le 7 juin 2019 ; « Des subjectivités à une contre-société en Turquie : la fin du contrat ? » à Istanbul le 10 avril 2019 ; « Dünyadan Gıda Ağları ve Kooperatif Deneyimleri » à Istanbul le 10 août 2018. L'ensemble de ces travaux ont donné lieu à trois publications avec Selin Pelek, « Solidarity Economics in Turkey: Its Ecosystem and Relations with Public Authorities » pour l'édition Peter Lang, « Les initiatives d'économie solidaire en Turquie et leur écosystème : un avenir encore incertain » pour le Working Paper CIRIEC, et « Solidarity Economy Initiatives in Turkey : From Reciprocity to Local Development ? » pour *Review of Applied Socio-Economic Research*. Deux autres publications ont été publiées, l'une pour l'édition Springer « The Solidarity Economy », et l'autre pour site socioeco.org « La solidarité au cœur du mouvement des circuits courts alimentaires en Turquie : entre normes écologiques alternatives et visées socio-culturelles et socio-économiques » et un ouvrage collectif publié « L'économie solidaire

entre un mouvement par le bas et sa reconnaissance internationale : un regard sur la Turquie avec l'édition Association Le Sociographe ».

Les politiques publiques, action publique, gouvernance territoriale (femmes, action sociale, tiers-lieux, transition agro-écologique)

Ce volet de la recherche englobe les précédents. Il explore la dimension organisationnelle des acteurs de la société civile en France et en Turquie dans leur environnement local, territorial, régional et national, mais aussi urbain et rural dans le cadre des politiques publiques et/ou de l'action publique pour mieux saisir les dynamiques de la gouvernance territoriale et ses effets en termes de changement social et/ou de reproduction sociale des inégalités et des défis environnementaux. Le terrain d'enquête des acteurs religieux sera poursuivi pour analyser leur contribution à la sécurité alimentaire, alors que deux autres terrains ont été déjà réalisés en Turquie, en 2021 auprès de coopératives de femmes, et en 2024 auprès des coopératives de consommation, avec un premier Working Paper publié en 2025 par le GSEF de Bordeaux (Les coopératives de consommation face à la politisation métropolitaine : la nouvelle politique publique agricole et alimentaire à Istanbul) et avec une communication réalisée lors de la Conférence internationale du CIRIEC de Bordeaux de 2025 (Les « rendez-vous manqués » d'une politique agricole méso agro-écologique à Istanbul). Il est question de s'intéresser à la politisation des politiques publiques et ses réelles visées intentionnelles pour appréhender la place de l'action publique.

LISTE DES PUBLICATIONS

Ouvrage collectif

1. *L'économie solidaire entre un mouvement par le bas et sa reconnaissance internationale : un regard sur la Turquie, Association Le Sociographe, 2024.*

Comment les initiatives solidaires en Turquie se saisissent de manière pratique et théorique de la démocratie économique, d'enjeux écologiques et des questions de genre, d'alimentation et d'éducation, etc. ? En partant d'un programme de recherche sur l'économie solidaire, les contributions s'appuient sur des vécus, des expériences et des observations où les frontières entre approche scientifique et engagement citoyen sont étroites. La méthode de recherche-action transcende le souci des initiatives solidaires elles-mêmes et est une approche privilégiée des enseignant.e.s-chercheur.e.s de cet ouvrage. Cette publication tente de cerner les contours épistémologiques de ces initiatives solidaires qui, à leur façon, visent des transformations sociales dans leur domaine respectif.

Articles dans des revues à comité de lecture

1. *"Le culte, l'action et la parole, une cause commune au retour de l'Église dans le champ des solidarités", Le Sociographe, 2024, N° hors-série 17, 5, p. 123-142. Texte sélectionné*

Les institutions et associations catholiques ont toujours fait partie du paysage de la charité et/ou du caritatif. Leur positionnement au XXe siècle dans le *reste à faire* connaît une secousse doctrinale de la foi venant des institutions ecclésiastiques elles-mêmes. À partir d'entretiens compréhensifs avec des acteurs du secteur associatif catholique, l'auteur interroge la place et les logiques qui sous-tendent le renouveau de la solidarité caritative et religieuse dans le champ de l'accompagnement des personnes vulnérables.

Mots-clés : Action sociale caritative, Associations catholiques, Pratiques religieuses, Précarités, Solidarités

2. "Les nomades, les paysans et les vagabonds dans l'Empire ottoman (XIII^e siècle–début XX^e siècle) : des figures de désaffiliés ?", *Déviance et société*, 44 (4), 2020, p. 527-561. (revue indexée à l'AERES).

Dans cet article, nous nous focalisons sur trois supposées figures de désaffiliés qui auraient marqué l'Empire ottoman. À partir du concept de désaffiliation de Robert Castel, nous avons appréhendé sa pertinence au regard de ce qui fait centre et ce qui fait périphérie du XIII^e siècle au début du XX^e siècle. Alors que les nomades sont une figure centrale de son expansion, ils seront poussés à la sédentarisation forcée. Les paysans, qui sont au cœur d'une économie redistributive et de la stratification de l'ordre social de l'Empire, se voient contraints d'être attachés à la terre. Enfin, les indigents seront catégorisés très tôt, avec d'un côté les mendiants méritants et de l'autre les mendiants valides. Face à ces figures, la politique de l'Empire oscillera entre conciliation, contrôle, interdiction, expulsion et répression.

Mots-clés : Désaffiliation, Exclusion, Nomade, Paysan, Vagabond, Politique répressive

3. Avec Selin Pelek, "Solidarity Economy Initiatives in Turkey : From Reciprocity to Local Development ?". *Review of Applied Socio-Economic Research*, 18(2), 2019, 30-42, Retrieved from, <https://www.reaser.eu/ojs/ojs-3.1.2-1/index.php/REASER/article/view/25>. (revue indexée à Econlit).

L'émergence d'initiatives d'économie solidaire en Turquie pourrait être considérée comme le résultat du processus historique des années 1980 et du renforcement des politiques néolibérales au cours des deux dernières décennies. Dans ce contexte, le désengagement et la décentralisation de l'État, ainsi que la montée de la société civile, posent la question du rôle des initiatives d'économie solidaire dans le développement territorial. Sont-elles intégrées dans la gouvernance et dans la régulation de leur domaine d'activité ? Plutôt qu'un désengagement total, la Turquie a été marquée par une concentration du pouvoir et du contrôle de l'État sur de nombreux secteurs et par une forte interdépendance des organisations de la société civile. En ciblant six domaines d'activité (circuit court alimentaire, éducation, université populaire, construction, réfugiés et consommation sans achat), nous avons réalisé 25 entretiens et un atelier de deux jours avec les membres des initiatives de solidarité. Selon nos conclusions, ces initiatives ont vu le jour en dehors du marché et des pouvoirs publics. Les mouvements sociaux qui ont eu lieu au cours des dernières années ont eu des effets importants sur leur émergence. Face aux réticences et/ou au rejet des pouvoirs publics, la plupart des initiatives se caractérisent par une forme d'autonomie et de capacité d'auto-organisation dans leur phase d'émergence. Alors qu'au départ, elles se basent sur un principe de réciprocité, elles visent à être consolidées par les ressources marchandes et non-marchandes dans la phase de consolidation. Enfin, les initiatives d'économie solidaire constitueraient une base de gouvernance civique ou citoyenne par leurs liens en réseau et pourraient avoir un impact positif en termes de développement social, économique, culturel et local.

Mots-clés : Développement local, Réciprocité, Économie solidaire

4. “Les associations d’action sociale et les publics vulnérables : de la déviance à une altérité aux compromis institutionnels”, Sciences et actions sociales [en ligne], N°10 | année 2018, mis en ligne le 14 décembre 2018, consulté le 17 décembre 2018, URL : <http://www.sas-revue.org/n-conception/57-n-10/dossier-n-10/147-les-associations-d-action-sociale-et-les-publics-vulnerables-de-la-deviance-a-une-alterite-aux-compromis-institutionnels>.

Cet article se concentre sur la dimension politique de trois modèles de gestion associative. Nous proposons de saisir leur caractère politique sous le prisme de la contestation interne et externe des compromis institutionnels. Quand certains auteurs défendent l’idée que le mouvement associatif est capable de se légitimer à travers une contestation interne des compromis institutionnels, le recours aux modes d’adaptation de Robert K. Merton permet de saisir la dimension politique de la déviance envers les publics laissés-pour-compte des dispositifs publics. À l’opposé, l’altérité d’un mouvement associatif comme une critique externe aux compromis institutionnels semble élargir les normes de l’intervention sociale, mais aussi renforcer la croyance en ce modèle et la poursuite de son projet face aux sans-voix.

Mots-clés : Action sociale, Mouvement associatif, Critiques interne et externe, Déviance, Altérité

5. “La notion de désaffiliation chez Robert Castel”, *Revue du MAUSS permanente*, 28 octobre 2015 [en ligne]. <http://www.journaldumauss.net/./?La-notion-de-desaffiliation-chez>. (revue indexée à l’AERES – apparentée à la Revue MAUSS).

Dans cet article consacré à Robert Castel, nous nous sommes intéressés à la notion de désaffiliation que l’auteur a préférée à celle d’exclusion. À travers cette notion, Robert Castel nous montre qu’il y a une homologie de positions entre les vagabonds des sociétés préindustrielles, les prolétaires des sociétés de l’ère du capitalisme et les précaires de nos sociétés libérales, et que les désaffiliés sont à l’aboutissement d’un processus dont l’origine est à rechercher au centre des sociétés. De cette manière, la désaffiliation révèle une situation dans laquelle les individus se trouvent écartés des réseaux producteurs de la richesse et de la reconnaissance sociale.

Mots-clés : Désaffiliation, Vagabond, Prolétaire, Précaire, Travail, Relation sociale

6. “La gouvernance de l’exclusion en France : analyse de trois modèles de gestion associative”, *Revue Interventions économiques* [En ligne], 50 | 2014, mis en ligne le 01 septembre 2014. URL : <http://interventionseconomiques.revues.org/2195>. (revue indexée à Econlit).

Cette recherche s’intéresse à la gouvernance de l’exclusion en France et plus particulièrement à trois modèles de gestion associative investis de prérogatives institutionnelles depuis 40 ans pour faire face à l’exclusion. Ces trois modèles (les associations d’action sociale et médico-sociale, les associations de l’IAE et les associations d’influence sociale) ont en commun la particularité d’émaner, après la Seconde Guerre mondiale, d’initiatives privées et de se développer jusqu’aux années 1970 en dehors des programmes nationaux, et d’être reconnus aujourd’hui d’utilité publique. Cette étude prend en compte une période de dix ans, de la mise en place de la loi de lutte contre les exclusions jusqu’à la promulgation du RSA en 2009. Les enseignements de cette recherche nous montrent que ces trois modèles ont conçu des modes d’intervention spécifiques dans leur rapport aux pouvoirs publics et au regard de leur mode de financement lié à la redistribution de l’État, au marché et/ou au don, ainsi que face aux situations

de vulnérabilité des exclus. Si ces modèles de gestion octroient à chacun des atouts indéniables sur un plan organisationnel, ils se trouvent confrontés à des contraintes institutionnelles moins enclines à la reconnaissance de certaines demandes sociales. Par conséquent, ces modèles de gestion trouvent une efficacité dans la lutte contre l'exclusion à travers seulement une mise à l'abri, une logique de retour à l'emploi des personnes, ainsi qu'une prise en charge de personnes délaissées par les dispositifs publics.

Mots-clés : Association, Exclusion, Insertion, Mode de régulation, Politique sociale

7. “Robert Castel’de Mensubiyet Yitimi Kavramı” (La notion de désaffiliation chez Robert Castel), *Toplum ve Bilim*, n°121, Şubat, 2014, 82-104. (revue indexée à *Sociological Abstracts*).

Articles dans des ouvrages collectifs

1. Olivier Gajac, Préambule à l'action solidaire, dans Olivier Gajac, 2024, *L'économie solidaire entre un mouvement par le bas et sa reconnaissance internationale : un regard sur la Turquie*, Association Le Sociographe, p. 5-18.

2. Avec Sibel Akyıldız et Olivier Gajac, "Une décennie après Gezi : de l'émergence d'engagements collectifs à la légitimité institutionnelle du changement social", dans Olivier Gajac (Dir.), *L'économie solidaire entre un mouvement par le bas et sa reconnaissance internationale. Un regard sur la Turquie*. Association Sociographe, 2024, p. 119-152.

Cet article cherche à mieux saisir, une décennie après le mouvement du parc Gezi, l'évolution de l'engagement collectif en Turquie. Si cette contestation a été un événement marquant jusqu'à attirer au quotidien l'attention des médias internationaux, elle semble avoir conduit à un renouveau du lien social dans l'émergence de formes plurielles d'engagement plus libres et égalitaires entre des individus que les organisations de la société civile classiques (syndicats, etc.). Leur multiplication tend à refléter un nouveau fait associatif où des individus d'horizons divers se saisissent d'enjeux multiples pour réclamer plus de démocratie et de justice. De la sorte, si leur pluralité concerne autant leur visée que leur mode d'action, ces formes plurielles d'engagement sont susceptibles de proposer une nouvelle manière de faire de la politique, mais aussi d'adopter une attitude défensive face au pouvoir, et d'innover, allant jusqu'au recours au droit pour retrouver une certaine dignité face à la stigmatisation. Ces collectifs, soulevant à la fois des enjeux de démocratie et d'émancipation, ne peuvent insuffler un changement social en dehors des oppositions classiques entre les « modernes » et les « conservateurs ». C'est en intégrant les griefs que l'opposition (CHP) se maintient comme seul adversaire et acteur légitime du changement social, et c'est en rejetant et stigmatisant des références et des normes héritées du laïcisme, voire en limitant les forces politiques rivales (HDP), que le gouvernement AKP impose sa vision de la société. Entre deux visions inconciliables, d'autres engagements collectifs alternatifs investissent le champ économique (collectifs, associations, coopératives) et s'installent durablement dans le paysage de la société civile pour porter une critique externe au marché, en l'intégrant aux enjeux écologiques, de genres et des savoirs. Mais alors qu'ils permettent à leur niveau de nourrir des espaces démocratiques et émancipateurs autonomes, leur avenir institutionnel reste très incertain.

Mots-clés : Turquie, Mouvement du parc Gezi, Engagements collectifs, Société civile

3. Olivier Gajac, 2023, La transition du modèle inclusif de l'action sociale face à l'émergence et/ou au retour de nouveaux et d'anciens acteurs : le cas de la Région Nouvelle-Aquitaine, in Vincent Lhuillier, Adbourahmane Ndiaye et Timothée Duverger (Dir.), L'ESS en transition(s), Lormont, Éditions Le Bord de l'Eau.

Cet article s'intéresse à la métamorphose de l'action sociale en France et à son modèle inclusif. Si les associations d'action sociale et médico-sociale étaient centrales dans les politiques sociales, les dernières avancées législatives auraient contribué à la caducité de la notion de solidarité. Face à une rationalisation ou activation de la dépense publique, la crise de l'action sociale les inciterait à recourir à d'autres acteurs non-institutionnels. Englobées institutionnellement, elles se verraient aussi concurrencées par de nouveaux (ou anciens) acteurs. Ces derniers, avec leurs spécificités, participeraient en fonction des territoires à modifier la centralité de la solidarité, sujette également aux préférences des pouvoirs publics locaux. Le modèle inclusif s'appuie aujourd'hui sur une solidarité plurielle dont les arrangements implicites à l'échelle locale montrent que la politique sociale territoriale reste peu pensée.

Mots-clés: Association d'action sociale et médico-sociale, Solidarité, Acteurs non-institutionnels, Politique territoriale.

4. Olivier Gajac, 2023, The Solidarity Economy. In: Ali Ari (eds.), Capitalism at the Crossroads: A New Reset?, Berlin, Springer Edition.

Cet article se concentre sur l'économie solidaire en tant que modèle économique dont la particularité est qu'il tend à articuler les aspirations des individus à de meilleures conditions sociales d'existence et la prise en compte de la nature. Ce modèle de protection sociale plus démocratique et égalitaire se distingue des systèmes économiques libéraux et socialistes, qui tendent à réduire le pouvoir des individus à s'auto-organiser de manière non-lucrative et à conduire démocratiquement un changement social conciliant politique et économie. Nous examinerons les aspects terminologiques et linguistiques associés à l'économie solidaire en Europe, à l'Ouest et au Sud, depuis ses racines associationnistes jusqu'à aujourd'hui, afin de mettre en évidence les forces et les caractéristiques qui la rapprocheraient et/ou la distingueraient de l'économie sociale, du secteur non-lucratif et de l'économie populaire. Il s'agira ensuite d'appréhender le pouvoir de résistance de ces organisations non-capitalistes à travers les XIXe et XXe siècles face au capitalisme, et les finalités politiques que les États dans leur propre contexte politico-culturel leur assignent d'un point de vue macro-économique. Malgré la volonté des États d'étouffer l'auto-organisation des individus entre le milieu du XIXe siècle et le dernier quart du XXe siècle, les initiatives de solidarité semblent aujourd'hui incontournables face au néolibéralisme. Elles démontrent un peu partout dans le monde que les individus sont capables de co-construire des modèles politiques civiques conciliant démocratie et économie, que les États et les pouvoirs publics locaux ont du mal à reconnaître du fait de leur enfermement dans la conception hégémonique de l'économie de marché.

Mots-clés : Économie solidaire, Démocratie, Organisation non-capitaliste, Auto-organisation, Économie de marché, Changement social

5. “Desertion (Forced) and Reconstruction of Another Society”, Adem Erdem Erbaş (Eds), Paradigms and Understanding Social Issues, London, IJOPEC Publication (IJOPEC Publication, 35), 2018, p.153-163.

Cet article se concentre sur le processus de construction d'une contresociété en Turquie. En tant que tels, les individus relationnels établissent des liens sociaux plus libres et plus égaux entre eux par le biais de formes d'engagement collectif de la contresociété. Si ces formes d'engagement collectif semblent correspondre à deux types de processus de désertion, la désertion et la désertion forcée, elles répondent à des attentes et à des besoins divers des individus. Outre la particularité d'émerger en dehors de la sphère marchande et publique, comme les nouveaux mouvements sociaux économiques, elles sont susceptibles de créer une altérité au marché et à la sphère publique, et de conduire à un changement social.

Mots-clés : Désertion, Associationnisme, Contresociété

6. Avec Selin Pelek "Solidarity Economics in Turkey: Its Ecosystem and Relations with Public Authorities", Fatih Ayhan (ed.), Local Governance and Regional Development: Current Perspectives, Berlin, Peter Lang GmbH, 2020, p. 107-121.

L'émergence d'initiatives d'économie solidaire en Turquie nous amène plus généralement à nous interroger sur la relation entre les acteurs de l'entrepreneuriat social et les pouvoirs publics, et plus particulièrement sur la manière dont ils évoluent dans un écosystème défavorable. Si l'histoire nous rappelle que les acteurs de l'entrepreneuriat social en Turquie ont souffert d'une instabilité politique récurrente, et qu'ils se sont plus ou moins éloignés de l'essence juridique de leur vocation, nous voudrions mieux comprendre les récentes initiatives d'économie solidaire et leurs dimensions socio-économiques et socio-politiques. Nous nous appuyons sur les recherches de terrain menées entre septembre 2017 et septembre 2019 dans plusieurs secteurs (circuit court alimentaire, éducation alternative, auto-construction, et assistance sociale aux réfugiés). Ces données nous permettent d'affirmer que les initiatives de l'économie solidaire se saisissent des enjeux pour répondre aux attentes, aux aspirations et à plus de justice par rapport au marché et à l'État. Ensuite, pour la plupart d'entre elles, il apparaît qu'elles ne renoncent pas non plus aux principes de l'État de droit en favorisant le fonctionnement démocratique participatif. Néanmoins, si elles contribuent à une véritable gouvernance civique, leur instrumentalisation par les pouvoirs publics ne doit pas être exclue.

Mots-clés : Économie solidaire, Autorités publiques, Auto-organisation

Working Papers

1. Olivier Gajac et Kiraz Özdoğan, Les coopératives de consommation face à la politisation métropolitaine : la nouvelle politique publique agricole et alimentaire à Istanbul, dans Politiques locales d'ESS au service de la transition socio-écologique. Un recueil international de 17 Working Papers. Groupe de travail recherche du GSEF, Working Paper, Forum mondial de l'économie sociale et solidaire, GSEF Bordeaux 2025, 27 octobre 2025

Une étude analyse les nouvelles politiques publiques agricoles entre le mouvement des coopératives de consommation et la métropole d'Istanbul. La politisation du problème public de l'enjeu agricole et alimentaire résulte en partie de l'impact des alternances politiques et des échéances électorales à venir dans la fabrique de l'action publique.

Mots-clés : Coopérative, Métropole, Politisation, politique publique agricole

2. La solidarité au cœur du mouvement des circuits courts alimentaires en Turquie : entre normes écologiques alternatives et visées socio-culturelles et socio-économiques, Working Paper, socioeco.org.

Cet article s'intéresse à l'émergence des circuits courts alimentaires (CCA) en Turquie au regard des politiques environnementales et des acteurs de la société civile environnementaliste des années 1990. Malgré l'implication de certaines municipalités et organisations de la société civile environnementaliste, les politiques économiques en Turquie, depuis la République turque jusqu'au gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP), s'inscrivent dans une conception industrielle et extractiviste impactant l'environnement et le cadre de vie des citoyens. Le rôle des mobilisations sociales à l'échelle locale et des organisations de la société civile environnementaliste en lien avec la puissance publique et le marché semble peu enclin à un changement de modèle économique, et plus particulièrement de modèle de production, distribution et consommation agro-industrielle. De la sorte, nous verrons tout d'abord que les CCA seraient en mesure, à travers une solidarité réticulaire et un fonctionnement auto-gestionnaire, de promouvoir des normes non-institutionnelles alternatives de produits agricoles écologiques en faveur d'un mode de production agricole et de pratique de consommation soutenable. Ensuite, les CCA, dans la mise en place d'une gouvernance civique, sont à même d'internaliser les effets des externalités des politiques conservatives et néo-libérales du gouvernement en poursuivant des finalités multidimensionnelles.

Mots-clés : CCA, Auto-organisation, Réciprocité, Norme écologique

3. - Avec Selin Pelek, "Les initiatives d'économie solidaire en Turquie et leur écosystème : un avenir encore incertain", Working paper CIRIEC, No. 2020/02, <http://www.ciriec.uliege.be/wp-content/uploads/2020/01/WP2020-02.pdf>.

L'émergence des initiatives d'économie solidaire en Turquie nous interpelle plus généralement sur le rapport entre les acteurs de l'entrepreneuriat social et de la puissance publique, et plus particulièrement sur leur manière d'évoluer dans un écosystème peu favorable. Si l'histoire nous rappelle que les acteurs de l'entrepreneuriat social (fondations, coopératives et associations) en Turquie ont souffert d'une instabilité politique récurrente, et qu'ils se seraient dès lors plus ou moins écartés de leur vocation juridique, nous souhaitons mieux comprendre les initiatives d'économie solidaire dans un écosystème marqué par le recul des droits et des libertés. Par conséquent, notre intérêt ici est d'interroger la conception occidentale de la société civile reposant sur un idéal de solidarité lié à un processus d'individualisation et permettant aux individus le passage de la sphère privée vers l'espace public, et de questionner sa conversion dans des milieux où les mêmes conditions à son émergence sont absentes. Pour cela, nous nous sommes basés sur une recherche reposant sur plusieurs enquêtes de terrain réalisées entre septembre 2017 et septembre 2019 dans six secteurs (circuit court alimentaire, éducation alternative, auto-construction, université populaire, aide aux réfugiés, et restauration collective et culture). À partir de ces données, nous remarquons que les initiatives d'économie solidaire se saisissent d'enjeux de société pour répondre à des attentes, des aspirations et à plus de justice, comparés à l'ordre marchand et étatique. Ensuite, il ressort qu'elles ne renoncent pas non plus aux principes de droit et de liberté de l'État de droit des sociétés démocratiques modernes. Au contraire, leur fonctionnement plus horizontal que les organisations de la société civile classique revendiquent une démocratie participative qui favoriserait un processus d'émancipation des individus, y compris de ceux historiquement ancrés dans des appartenances communautaires villageoises. Enfin, si l'écosystème ne semble toujours pas enclin à reconnaître

des initiatives d'économie solidaire comme des réalisations de l'action publique, leur mode d'auto-organisation, basé sur un principe de réciprocité, ne s'enferme pas dans un modèle organisationnel défini. À l'inverse, en s'insérant dans un mutualisme de réseaux sectoriels (ou intersectoriels à l'échelle locale), les initiatives d'économie solidaire tendent à démontrer à la fois la viabilité de leur modèle économique et leur capacité à insuffler une gouvernance civique ayant des externalités positives en termes de développement local.

Mots-clés : Économie solidaire, Réciprocité, Réseaux sociaux, Altérité, Écosystème

Valorisation de la recherche

1. Podcast « Le renouveau coopératif en Turquie : mobilisation citoyenne et construction démocratique de communautés de partie prenantes », le 28 janvier 2022 : <https://www.lam.sciencespobordeaux.fr/videos/>
2. Podcasts et transcriptions/traductions des interventions des initiatives solidaires du colloque international « The Solidarity Economy in Turkey : First Meetings between Actors and Researchers » organisé le 14 décembre 2020, mis en ligne sur le site socioeco.org : http://www.socioeco.org/bdf_colloque-34_en.html
3. “La montée d'acteurs non institutionnels et les associations d'action sociale : vers une métamorphose de la solidarité en France ?”, Colloque, « À la croisée des urgences », Lille, 4 juin 2020 : <https://webtv.univ-lille.fr/video/11042/gouverner-la-pauvrete>

Demande d'une nouvelle version d'article

1. “Les associations d'action sociale et l'émergence de régimes territoriaux : vers la construction de compromis non-institutionnels”, *Revue SociologieS (revue indexée à l'AERES)*.

Cet article s'intéresse à la métamorphose de l'action sociale en France. Si les associations d'action sociale et médico-sociale étaient centrales dans les politiques sociales, les dernières avancées législatives auraient contribué à la caducité de la notion de solidarité. Face à une rationalisation ou activation de la dépense publique, la crise de l'action sociale les inciterait à recourir à d'autres acteurs non-institutionnels. Englobées institutionnellement, elles se verraient aussi concurrencées par de nouveaux (ou anciens) acteurs. Avec leurs spécificités, ces derniers participeraient, en termes de gouvernance territoriale et de régulation sectorielle, à redéfinir la solidarité sachant que la construction du territoire en termes d'action sociale reste inachevée.

Mots-clés : Association d'action sociale et médico-sociale, Solidarité, Gouvernance territoriale, Acteurs non-institutionnels, Production de territoire

Article soumis et en cours d'évaluation

1. “Les circuits courts alimentaires en Turquie : vers un modèle de soutenabilité par le bas ?”, *RECMA*.

Perspectives de publication

1. “Le renouveau des coopératives en Turquie”
2. “Les coopératives de femmes en Turquie : entre enjeux politiques et précarité” pour le CIRIEC 2025
3. “L'évangélisme dans l'action sociale en France”

◆ Travaux universitaires

- **“Dispositif institutionnel et dispositifs organisationnels : les écarts de mise en œuvre”**. La loi de lutte contre les exclusions et les pratiques d'insertion associatives. Mémoire de DEA, Université Paris IX Dauphine sous la direction de Monsieur Pierre Maclouf, octobre 2001.

Ce travail porte sur la mise en œuvre d'une politique publique par des acteurs privés, notamment les entreprises d'insertion. Ces dernières sont chargées de proposer des parcours d'insertion à des personnes en difficulté sociale et professionnelle dans le cadre de la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions. Cette recherche s'est centrée sur la région Île-de-France. Elle s'intéresse à mesurer les écarts de mise en œuvre entre une loi (loi de lutte contre les exclusions) et son application (les pratiques d'insertion associatives). À cet égard, nous démontrons que les associations n'ont pas le même comportement dans la mise en œuvre d'une politique sociale. Elles mettent en place des pratiques d'insertion qui peuvent s'écarter des objectifs et/ou des règlements d'une loi. Les résultats de cette étude nous démontrent que les associations ont de “bonnes raisons” pour mettre en œuvre telles ou telles pratiques d'insertion. Notre conclusion nous permet ainsi de répondre en partie à une citation de R-K. Merton “*il nous reste beaucoup à apprendre sur la façon dont les structures font de l'infraction aux codes sociaux une réponse “normale” de la part des individus*” et de souligner que les structures dites déviantes ne le sont pas plus que les structures dites en conformité.

- **“La démocratie associative dans les associations de l'insertion économique et sociale”**. Mémoire de DESS ATDEL, Université de Poitiers sous la direction de Monsieur Yves Jean, octobre 2000.

Cette étude menée sur le secteur associatif en Poitou-Charentes a pour but de définir la notion de démocratie dans les associations. Nous avons choisi trois types d'associations (S.I.A.E, Centres sociaux et d'éducation populaire, Associations du champ lien social). Qu'elles soient des organisations publiques ou privées, voire semi-publiques, l'analyse des comportements des responsables vis-à-vis de leurs objets (insertion sociale ou par l'activité économique) met en évidence des distinctions dans les valeurs et les pratiques. Le fait d'étudier le fonctionnement interne et externe des associations permet d'observer qu'une organisation (association) est en lien plus ou moins étroit avec d'autres acteurs (publics ou privés). Nous mettons ainsi en évidence que les associations ne construisent pas des réponses identiques en termes d'insertion. Dans ce contexte, le rapport association/bénéficiaire permet d'analyser les écueils que les associations rencontrent dans la mise en place d'une démocratie sociale. Cette étude interroge tous les acteurs concernés dans la mise en œuvre de pratiques d'insertion de personnes en difficulté sociale et professionnelle et plus particulièrement le fonctionnement de chaque association au regard des publics en grande difficulté.

- **“Approche participative, aménagement des bassins versants, de la planification et de la gestion dans le bassin de M'soun région de Taza au Maroc”**. Mémoire de Maîtrise de Coordinateur de programme de développement, IFAID Aquitaine sous la direction de Monsieur Yannick Lasica, juillet 2000.

Cette étude s'intéresse à analyser une méthode innovante de développement : l'approche participative. Cette approche a été mise en œuvre au Maroc avec la collaboration du *Ministère des Eaux et des Forêts*, l'*ONG Enda Maghreb* et le *PNUD*. L'implantation du projet *Mor 93/010 Approche participative, aménagement des bassins versants, de la planification et de la gestion dans le bassin M'soun* s'est effectuée d'une part pour réduire les effets de l'érosion sur l'envasement des réserves (barrages) et d'autre part pour améliorer les conditions de vie des

populations et les ressources naturelles. Cette étude permet de ressortir des outils de développement nécessaires à la réussite d'un projet. La capitalisation de l'expérience a pris ainsi en considération les éléments principaux de toutes les étapes d'un projet ou d'une action. Comment pouvons-nous penser un programme pilote vers un développement local ? Comment pouvons-nous impliquer les populations à la participation de leurs propres actions ? Le développement est un compromis entre les populations et les services administratifs dont l'acteur principal est l'ONG. Ce dernier peut être le vecteur de transformations dans les attitudes, les pratiques, les connaissances et dans les savoirs locaux.

PARTICIPATION A DES COLLOQUES, SEMINAIRES ET GROUPES DE TRAVAIL

◆ Communications dans des colloques, congrès et workshops internationaux

1. The Paradox of Public Action on Food and Agriculture in Istanbul: Visibility of Consumer Cooperatives and their Institutional Marginalisation, Panel title Collective and Cooperative Initiatives in Response to the Politicisation and Political Work of Local Authorities: Analysis of three case Studies on New Public Agricultural and Food Policies in Turkey, Marmara Political Science Congress 2025, 27–28 November 2025

2. -Avec Kiraz Özdoğan, Les « rendez-vous manqués » d'une politique agricole méso agro-écologique à Istanbul, Le rôle de l'ESS dans la transition socio-écologique, 10ème Conférence internationale de recherche en économie sociale, Sciences Po Bordeaux, mardi 28 octobre 2025.

3. -Avec Kiraz Özdoğan, Les coopératives de consommation face à la politisation métropolitaine : la nouvelle politique publique agricole et alimentaire à Istanbul, Table ronde L'ESS au cœur des politiques locales : expérimentations, gouvernances et transitions territoriales, Forum mondial de l'économie sociale et solidaire, GSEF Bordeaux 2025, mercredi 29 octobre 2025

4. “Les circuits courts alimentaires en Turquie : vers un modèle de soutenabilité par le bas ?”, 8th International Research Conference on Social Economy: Social Solidarity Economy and the 2030 agenda: Inclusive and Sustainable Development through Innovative Social Practices, San José (Costa Rica), 8-10 septembre 2021.

5. “Introduction : l'actualité de l'économie solidaire en Turquie”, Colloque international « L'économie solidaire en Turquie : les premières rencontres entre les acteurs et les chercheurs » Consortium, Institut Français de Turquie, FMSH, RIPESS, Université Galatasaray, Istanbul, 14 décembre 2020.

6. - Avec Selin Pelek, “The Solidarity Economy in Turkey and its Ecosystem: a Future still Uncertain at the Emergence of a Plurality of Resource Hybridization Models”, 7th CIRIEC International Research Conference on Social Economy Social and Solidarity Economy: Moving Towards a New Economic System, Bucarest (Roumanie), 7 juin 2019.

7. - Avec Sibel Akyıldız, “Les pluralités des formes d'engagement en Turquie”, Colloque international, « SE MOBILISER : formes et finalités », Université Paris Sorbonne, Paris, 23-24 novembre 2018.

8. - Avec Sibel Akyıldız, “Savunmalar, Dayanımlar ve Hareketler: Türkiye’de Yeni Kolektif Oluşumlar”, 8. International Congress, « Current Debates in Social Sciences », Istanbul, 28-30 septembre 2018.

9. “Desertion (Forced) and Reconstruction of Another Society”, 8. International Congress, « Current Debates in Social Sciences », Istanbul, 28-30 septembre 2018.

10. - Avec Sibel Akyıldız, “Mobilisations sociales en Turquie : regards sur les nouvelles formes d’engagements collectifs”, Colloque international « Critiques du monde contemporain : quelles formes pour la contestation ? », Université Paris Sorbonne, Paris, 28-29 septembre 2017.

11. “The Private Universities in the Education System in Turkey: Shared Interests among Economic Actors, Political Power and New Elites”, Workshop, « Private Actors in Politics and Policy-making: Trespassers Producing Norms ? », CEFRES, Prague, 12 mai 2016.

12. “The Social Movement in Turkey in the Context of a Constitutional Reform”, Workshop, « (dis)Order and (des)Integration: The Role of Law Facing the New Social Movements », Oñati, 10-11 septembre 2015.

13. “L’analyse comparative des processus de désaffiliation de l’Empire ottoman à la Turquie contemporaine au regard des pays européens”, Colloque international, « Penser la question sociale en Europe à partir des expériences des pays émergents ? », IEP de Grenoble, Grenoble, 10-12 juin 2015.

14. “Les associations et leurs risques : de l’emploi précaire à l’entreprise rentable”, XVIIIème Congrès mondial de l’AISLF, « Être en société. Le lien social à l’épreuve des cultures », Istanbul, 7-11 juillet 2008.

15. “La récurrence de l’exclusion en France vue sous l’angle des associations d’action sociale”, XVIIIème Congrès mondial de l’AISLF, « Être en société. Le lien social à l’épreuve des cultures », Istanbul, 7-11 juillet 2008.

Communications dans des colloques nationaux

1. “De l’action sociale à une pluralité de solidarités non-institutionnelles : vers une vision apolitique du social ?”, 20e colloque international de l’Association Charles Gide, « Solidarité », Sciences Po Bordeaux, 20-22 juin 2024

2. “La montée d’acteurs non-institutionnels et les associations d’action sociale : vers une métamorphose de la solidarité en France ?”, Colloque, « À la croisée des urgences », Lille, 4 juin 2020.

3. “Les associations d’action sociale et l’émergence de régimes territoriaux : vers la construction de compromis non-institutionnels”, Colloque, « Institutionnalisations en miroir les mutations des régimes territoriaux de l’économie sociale et solidaire », Sciences Po Bordeaux, Talence, 28-29 mai 2019.

4. “Des subjectivités à une contre-société en Turquie : la fin du contrat ?”, Colloque, « Les subjectivités en Turquie contemporaine : formes, tendances, expériences », organisé par le

Centre de recherche en sciences sociales (TAM) de l'Université Galatasaray, avec le soutien du Consortium et de l' AISLF, Université Galatasaray, Istanbul, 10 avril 2019.

5. “Dünyadan Gıda Ağları ve Kooperatif Deneyimleri”, conférence, Coopérative Göztepe Kooperatif, Göztepe (İstanbul), 10 août 2018.

6. “La place croissante prise par les politiques publiques au cours de ces dernières années laisse-t-elle encore place au projet associatif ?”, Table ronde, « 20 ans de la Cmao », Cmao, Lille, 24 juin 2016.

7. “Comprendre le mouvement du parc Gezi”, Conférence, « Le changement social », Université Hassan II Mohammedia, Casablanca, 17 juin 2014.

8. “La notion de désaffiliation chez Castel : quelle pertinence pour le contexte turc ?”, Colloque international, « Autour de Robert Castel », Université Galatasaray, Istanbul, 13 mars 2014.

Communications dans des journées d'étude

1. “La transition du modèle inclusif de l'action sociale en France face à l'émergence et/ou au retour de nouveaux et d'anciens acteurs : continuité ou rupture ?”, Colloque Les 21^{èmes} rencontres du RIUESS « L'ESS, actrices des transitions ? », Bordeaux, le 2 juin 2022.

2. “Les initiatives d'économie solidaire en Turquie : vers une nouvelle réciprocité protectionnelle ?”, Conseil d'administration du CIRIEC international, Université Gelişim, Istanbul, 10 février 2020.

3. “Social Mobilization, Feminism and solidarity Economy in Turkey”, Journée d'étude, « Social Innovation in Times on conflict Economic and citizen alternatives in the Middle East », CERI, Paris, 16-17 décembre 2019.

Communications dans des séminaires

1. - Avec Bora Bayrak, “Le renouveau coopératif en Turquie : mobilisations citoyennes et construction démocratique de communautés de parties prenantes”, Séminaire LAM /CED *Économie politique des capitalismes : le capitalisme agraire*, Sciences Po Bordeaux, Talence, 28 janvier 2022.

2. “Solidarity Economy Initiatives in Turkey: What Relevance to our Liberal Democratic Societies?” Seminar, CIRIEC Social Economy Days Student Webinars 2. Session, Gelişim, Istanbul (Turquie) (visioconférence), 12 novembre 2020.

3. “Yeni Yoksulluk ve Yoplumsal Dayanışma Dinamikleri : Fransa Önerği=La nouvelle pauvreté et des dynamiques solidaires : l'exemple de la France”, Séminaire, Université Ticaret d'Istanbul, Istanbul, 30 octobre 2019.

4. - Avec Bora Bayrak, “Fransa’da Sosyal-Dayanışmacı Ekonomi: Üretici Kooperatiflerinden Çagdas İnisiyatiflere=L'économie sociale et solidaire en France : des coopératives de producteurs aux initiatives contemporaines”, Panel, « Tarım, Gıda ve Sosyal-Dayanışmacı Ekonomi Türkiye, Fransa » (Agriculture, consommation et économie sociale et solidaire en

Turquie et en France) organisé par la Chambre des ingénieurs de l'agriculture d'Istanbul, Barış Manço Kültür Merkezi, Istanbul, 15 octobre 2019.

5. “Du mouvement social du parc de Gezi aux formes plurielles d’engagement en Turquie”, Séminaire, « Master AlterEurope (université Jean-Monnet, Saint-Étienne) », IFEA, Istanbul, 15 février 2019.

6. “Les associations face à l’exclusion”, Séminaire, Département de sociologie, Université de Galatasaray (Istanbul, Turquie), 24 mars 2011.

7. “L’institutionnalisation des associations : l’exemple du champ social”, Séminaire, CEDREA, Université Paris Dauphine, 29 mai 2008.

8. “La récurrence de l’exclusion en France : les politiques d’insertion”, Séminaire, CEDREA, Université Paris Dauphine, 29 juin 2007.

ACTIVITES D’ANIMATION DE LA RECHERCHE

Organisation d’un séminaire Ateliers Méthodes du Centre Emile Durkheim en 2025

L’idée du séminaire « Mettre en œuvre un projet avec plusieurs parties prenantes » cherche à penser les articulations entre l’opérationnalité d’un projet et une recherche-action avec plusieurs parties prenantes dont leur sensibilité à la méthode de recherche est hétérogène. Trois interventions, deux portant sur deux projets de recherche-action et une intervention plus globale viendront apporter des éléments de réponse à une démarche de transformation sociale

Organisation de séminaires de recherche du département de sociologie à l’Université Galatasaray en 2018

Dans le cadre du master 1 et 2 du département de sociologie à l’Université Galatasaray, j’étais responsable de l’organisation des séminaires au second semestre 2018 à travers l’invitation de professeurs visiteurs internationaux et nationaux dans le but de sensibiliser les étudiants à des thèmes de recherche et aux méthodes d’enquête : **1. Mardi 20 février**, Sibel Akyıldız « Kolektif Hareketlere 5N1K yöntemi ile bakmak »; **2. Mardi 27 février**, Ferhat Kentel « La survie des villages turcs: la création d'une identité entre-deux » ; **3. Mardi 20 mars**, Selcen Küçüküste « Living with reindeers and hunting among spirits: Doing fieldwork in Siberia »; **4. Mardi 3 avril**, René Otaeyek, « Le Liban, une démocratie de consociation à la recherche de son identité »; **5. Mardi 10 avril**, Caner Doğançayır; «La géographie alimentaire à Istanbul»; **6. Mardi 17 avril**, Jan Spurk «Les limites de l’indignation. La révolution commencera t-elle à Bure? ».

Animation de la vie académique dans le département de science politique et de relations internationales de l’Université Yeditepe (2007-2015)

En tant que responsable de la venue des professeurs visiteurs, j’ai organisé 22 séminaires et conférences assurés par des professeurs visiteurs de plusieurs universités françaises et IEP, mais aussi par des experts et des personnalités politiques.

- **2014**

-M. Marc Smyrl (MCF à l'Université de Montpellier 1 « La politique des États-Unis et le Moyen-Orient », le 17/12/14.

-M. Pierre Jean Roca (Ingénieur de recherche au LAM de Bordeaux) « Les Organisations de la Société Civile, vecteurs de développement : de quel développement d'ailleurs ? », les 6-8/05/14.

- **2013**

-Mme Danielle Cabanis (PR à l'IEP de Toulouse) « Le droit international, un invité pas toujours bienvenu dans les relations internationales », les 3-5/12/13.

-M. Alain Buzelay (PR et ex-Directeur du C.E.U de Nancy) « La problématique entre la poursuite du libre-échange et le retour du protectionnisme dans le monde actuel », les 29-30/04/13.

- **2012**

-M. Claude Niguoul (ex-Doyen et PR à l'IEHEI au CIFE à Nice) « La géopolitique de la Méditerranée », les 16-17/10/12.

-M. l'ex-Ambassadeur de Krakow et Varsovie, « Les relations entre l'Union européenne et la Turquie et l'expérience polonaise », le 27/09/12.

- **2011**

-M. Michel Liu (PR Émérite à l'Université Paris Dauphine) « L'évolution des organisations (entreprises et administrations) au cours du 20ème siècle : les leçons à en tirer pour le 21ème siècle », les 6-8/12/11.

-Mme Élisabeth Guigou (ex-Ministre de la Justice) « Adhésion de la Turquie à l'Union européenne », le 29/09/11.

-M. Patrick Mardellat (Directeur des R.I à l'I.E.P de Lille) sur « Les enjeux des dettes souveraines en Europe », le 25/09/11.

-M. Patrick Mardellat (Directeur des R.I de l'I.E.P de Lille) « Can Chinese Economic Growth be a Model for the World? », le 27/10/11.

-M. Etienne Crique (Directeur du C.E.U de l'Université Nancy 2) « Les partis politiques au niveau de l'U.E », les 12-15/04/11.

- **2010**

-Mme Annie Gruber (PR à l'Université Paris V Descartes) « Construction de l'Union européenne et la Turquie », le 30-1/12/10.

-M. Marc Semo (Journaliste au journal Libération) « L'Union européenne dans les relations Franco-Turques et la nouvelle diplomatie », le 29/04/10.

-M. Alain Buzelay (PR et ex-Directeur du C.E.U) « Les problèmes d'endettement public consécutif à la crise », le 12/04/10.

-M. Patrick Mardellat (Directeur des R.I à l'I.E.P de Lille) « La croissance chinoise entre État et Entreprises », les 04-05/04/10.

- **2009**

-M. Jean Marcou (PR à l'IEP de Lyon) « La République en France : symboles, histoire et valeurs », le 3/12/09.

-M. Alain Vairon (chercheur et journaliste spécialiste de l'Asie) « La place de l'Asie centrale dans la stratégie chinoise », le 18/03/2009.

-M. Etienne Crique (Directeur du C.E.U de Nancy 2) « Les relations entre la haute fonction publique et la politique : approche européenne et comparée », le 11/03/2010.

-Mme Laurence Henry (MCF à Aix-Marseille III, Paul Cézanne) « L'O.M.C et la place de l'Inde dans le commerce mondial », les 8-10/12/09.

-M. Alain Buzelay (PR et ex-Directeur du C.E.U de Nancy) « L'impact de la mondialisation sur la souveraineté économique de nos pays », les 20-22/04/09.

- **2008**

-M. Patrick Mardellat (Directeur de R.I de l'I.E.P de Lille) « Les questions délicates pour l'Europe », les 18-22/02/08.

- **2007**

-M. Yves Jeanclos (PR l'Université de Strasbourg Robert-Schuman) « Le terrorisme international », les 24-27/12/07.

Organisation de colloques, journées d'étude et collectifs de recherche

- **14 décembre 2020** : Colloque international "L'économie solidaire en Turquie : les premières rencontres entre les acteurs et les chercheurs", avec le soutien du Consortium et de l'Institut Français de Turquie, et la collaboration de la FMSH et du RIPESS, Université Galatasaray, Istanbul, 14 décembre 2020 (Organisateur)

- **21 mars 2019** : Journée d'étude "L'économie solidaire, ici et ailleurs", avec le soutien de l'AUF, la participation du Centre de recherche en sciences sociales (TAM) de l'Université Galatasaray et le Consortium, Université Galatasaray, Istanbul. (Organisateur)

- **14 et 21 décembre 2018** : Journées de travail "L'économie solidaire en Turquie" avec le soutien financier de l'AUF, la participation du Centre de recherche économique (GIAM) et du Centre de recherche en sciences sociales (TAM) de l'Université Galatasaray, IFEA à Istanbul. (Organisateur)

- **26-27 octobre 2017** : Journée d'étude "Les médias comme espace de (re) production des normes en Turquie et en France", Labo Junior « Corps Ordonné » organisée par l'ENS Cachan, l'Université Lyon et l'Université Galatasaray, Université Galatasaray, Istanbul. (Modérateur)

- **8 mars 2016** : Workshop international "Non-public Actors in Turkish Policy-making" organisé par le CERI Sc Po-Paris, IFEA, Istanbul, (Discutant).

- **16 janvier 2003** : Colloque "Territoires et développement participatif", UFCV, Maison de l'Université de Rouen. (Membre du groupe de travail et rapporteur)

- **23 juin 2003** : Colloque "Veille sociale et urgence", FNARS Haute-Normandie, Œuvre Hospitalière de Nuit de Rouen. (Organisateur et modérateur)

- **7 septembre 2002** : Colloque "Loi du 2 Janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale", FNARS Haute-Normandie, Maison de l'Université de Rouen. (Organisateur et modérateur)

- **21-22 novembre 2002** : Congrès "De l'exclusion à l'emploi. Ouvrir l'économie aux solidarités", FNARS Nationale. Centre de congrès de Grenoble. (Rapporteur)

◆ Responsabilités administratives

- **2020** : Représentant auprès de l’Observatoire de Bucarest des Sciences Humaines et Sociales à Sofia (OBSHS).

- **2007-2021 et 2024-2025** : Encadrement des mémoires des étudiants de Master 1 et 2.

Chaque année, entre 2007 et 2015, j’ai accompagné la rédaction en français du mémoire de fin d’études de 4 ou 5 étudiants. Entre 2017 et 2021, j’ai encadré 2 étudiants chaque année. Encadrement de deux étudiants du 1^{er} cycle à Sciences Po Bordeaux.

- **2007-2015** : Responsable des relations avec les institutions françaises en Turquie

J’ai assuré les relations entre les institutions françaises en Turquie et le département francophone de l’Université Yeditepe dans le but de renforcer la francophonie, de promouvoir les relations avec des universités françaises et de soutenir la place d’un département francophone au sein d’une université anglophone.

- **2007-2021** : Chargé des projets d’études et de bourse des étudiant.e.s

Entre 2007 et 2014, 11 étudiants ont pu profiter de différentes bourses (TEV, Eiffel, Jean-Monnet, Collège d’Europe, Mundus, ENS Cachan), et 20 étudiants ont pu se rendre en France pour suivre des Master 2. Entre 2017 et 2021, j’ai accompagné les étudiants dans leur projet de bourse et de projets d’études et 20 étudiant.e.s ont pu obtenir des bourses (Eiffel, Ambassade de France, TEV, etc.).

- **2007-2015** : Coordinateur des stages 2007 à 2015

J’étais responsable de la procédure de demande de stage des étudiants, de l’instruction de leur dossier auprès de la faculté, du suivi-évaluation auprès des entreprises.

Participation à des recherches collectives et à des projets de recherche

Mes recherches se concentrent aujourd’hui principalement sur trois axes. Les deux premiers s’intéressent aux nouvelles formes solidaires de l’action sociale en France, et aux formes d’engagements et subjectivités, mais aussi aux nouveaux mouvements sociaux économiques (circuits courts alimentaires). En ce qui concerne le troisième axe « Économie sociale et solidaire (territoire, femme, gouvernance) », je fais en sorte de travailler avec une approche comparative perspective entre la France et la Turquie. L’ensemble de ces axes est en lien avec les axes et ateliers du laboratoire du Centre Émile Durkheim de Bordeaux auquel je suis rattaché comme chercheur-associé. À ce titre, le renouvellement de mon association à celui-ci a été accepté en 2023. Même si je n’étais pas éligible aux principaux programmes de recherche en France (ANR, Idex, etc.), ni aux fonds de la recherche de l’Université Galatasaray, j’ai déposé avec l’appui de collègues en France, trois projets de recherche à l’ANR (2018, 2017, 2016) et deux projets Idex (2019, 2018). Finalement, j’ai pu faire financer un projet de recherche par l’AUF sur l’économie solidaire en Turquie, un autre projet de recherche sur les circuits courts alimentaires par le PNUD Turquie et l’organisation d’un colloque international à l’Université Galatasaray par le Consortium. En 2020, j’ai coordonné un projet de recherche sur les circuits courts alimentaires en Turquie (deuxième étape du projet), et je suis membre d’un groupe de coopérative et d’enseignants-chercheurs en Turquie tout menant des recherches de terrain sur les coopératives (de femmes, de consommation, etc.). Tous ces projets de recherche, déjà réalisés ou en cours, font appel à des équipes interdisciplinaires, allant de deux à sept académiciens.

2020 : Coordinateur du projet “Les circuits courts alimentaires et la biodiversité”, soutenu par l’AUF Europe centrale et orientale.

Les circuits courts alimentaires (CCA) sont un phénomène relativement récent en Turquie, et très peu connu scientifiquement. À ce jour, on trouve des recherches sur les coopératives agricoles, les bostans, les hemşire et les takas, mais aucune publication spécialisée dans ce domaine particulier des CCA, alors que les initiatives citoyennes, publiques et privées ne cessent de croître depuis les années 2000. Si ce sujet a attiré l’attention de nombreux chercheurs en Occident et en Asie, la question de la biodiversité est peu souvent abordée dans les projets de recherche. Avec ce projet de recherche, nous proposerons une approche et analyse interdisciplinaire autour d’une équipe renforcée de chercheurs. De plus, il inscrira ce champ de recherche non seulement dans la communauté scientifique de l’Université Galatasaray (GSÜ), mais aussi en Turquie, auprès d’autres universités. En outre, il permet d’accompagner de jeunes chercheurs dans leurs réflexions grâce à la collaboration d’académiciens confirmés. L’enjeu scientifique est aussi de démontrer que ce phénomène, que l’on peut considérer comme des « initiatives alternatives », est en mesure de générer de nouveaux secteurs d’activité, qui non seulement créent eux-mêmes de nouveaux métiers et des modèles économiques rentables, mais permettent également d’intérioriser les effets négatifs de l’économie et d’externaliser des effets positifs sur le plan du développement durable, ainsi que de participer en tant qu’acteur à l’action publique.

2019-2021 : Membre de l’équipe scientifique du projet SAB/CNRS-CERI de Sciences Po « Social Innovation in Times of Conflict Economic and Citizen Alternatives in the Middle East » coordonné par Stéphanie Latte Abdallah du CNRS-CERI de Sciences Po.

Cette recherche s’intéresse à la question des initiatives citoyennes et solidaires féministes en Turquie. Si le féminisme serait fortement influencé par le contexte politique dans lequel il émerge, c’est bien dans un contexte local marqué de bouleversements à l’échelle nationale et internationale que le mouvement féministe de l’ère ottomane semble faire surface, comme c’est dans la période charnière des années 1980 d’ouverture au libéralisme économique, sous Turgut Özal, qu’un nouveau souffle féministe porta des revendications critiques envers l’acceptation moderne de la femme, construite au début de la République, pour porter dans l’espace public de nombreux débats et enjeux restés sous silence durant de nombreuses années. Les femmes sont, encore plus qu’hier, avec la réduction des libertés et des droits, les perdantes à la fois de la marchandisation et des protections sociales promues par un gouvernement conservateur. Alors que l’historicité du mouvement féministe tend à démontrer, dans chacune de ces périodes, que l’État a été conduit à reconnaître des droits civils, les enjeux de violence avec la mise en place de dispositifs d’accueil des femmes, mais aussi à prendre des mesures pénalisant encore plus les atteintes physiques comme toutes les formes de discrimination envers les femmes, nous essaierons de mieux comprendre à travers ces deux décennies le pouvoir émancipateur des initiatives citoyennes et solidaires en Turquie dans le contexte où l’émancipation économique et politique des femmes se trouve aujourd’hui réduite, du fait que l’accès au milieu du travail leur est limité, et que les mesures de protection de l’État en leur faveur sont fragilisées dans la réalité.

2019-2020 : Projet de collaboration scientifique d’un colloque international « L’économie solidaire en Turquie : premières rencontres entre les acteurs et les chercheurs » entre le Consortium/GSÜ, l’Institut français d’Istanbul et le RIPESS et la FMSH, réalisé le 14 décembre 2020.

Le colloque international « L'économie solidaire en Turquie : premières rencontres entre les acteurs et les chercheurs » organisé par l'Université Galatasaray sous la responsabilité d'Olivier Gajac, de Selin Pelek, de Cem Özatalay et de Cemil Yıldızcan a réuni des initiatives turques et des chercheurs pour échanger autour de l'actualité de l'économie solidaire en Turquie. Cette journée de rencontres construite en collaboration avec Jean-Louis Laville (CNAM et FMSH, comité scientifique du RIPESS Europe) et Laura Aufrère (Université Sorbonne Paris Nord et RIPESS Europe) a permis d'approfondir une connaissance partagée des pratiques et des réflexions autour de l'économie solidaire. Les différents ateliers ont été organisés sur le principe d'un dialogue, à partir des présentations faites par les acteur-ices de leurs activités, partageant leurs analyses des enjeux identifiés qu'ont animé des académicien.nes de l'Université Galatasaray, de l'Université d'ODTÜ et de l'Université Doğuş. Circuits courts alimentaires, coopératives locales, groupes d'entraide, universités populaires : la journée a réuni les alternatives solidaires de Turquie dans leur diversité. Avec l'apport des chercheurs invités à la table ronde finale, Aslıhan Aykaç de l'Université d'Ege, Fikret Adaman de l'Université Boğazici et la contribution de Jean-Louis Laville, il s'agissait d'identifier les enjeux communs et les particularités. C'était une invitation à répondre aux défis épistémologiques de l'économie sociale et solidaire en Turquie et à établir des interconnaissances qui peuvent conduire à différents projets et à de prochaines rencontres. Cette journée était ouverte à tout le monde et 250 personnes se sont inscrites pour ce colloque en ligne avec une participation moyenne de 70 personnes tout au long de la journée. Les interventions des acteurs et chercheur.e.s ont été valorisées sous la forme de podcasts et ultérieurement dans la publication d'un ouvrage collectif.

2020 : Projet de recherche au Centre Émile Durkheim de Bordeaux du 1er septembre au 9 octobre 2020 dans le cadre de mes recherches sur les nouvelles solidarités de l'action sociale en France.

Cette recherche analyse la crise institutionnelle des associations d'action sociale en France et ses enjeux contemporains de cohésion sociale. À ce titre, l'action sociale en France tend à s'inscrire principalement dans trois secteurs tels que l'action sociale et médico-sociale, l'insertion par l'activité économique (IAE) et l'influence sociale. De fait, s'il est intéressant d'étudier la transformation des modes d'intervention qui tendent à englober l'action sociale à travers l'évolution des dernières lois (lois du 2 janvier 2002 et du 31 juillet 2014), lesquelles contraignent les associations d'action sociale à légitimer un ensemble d'expériences économiques envers les publics, il ressort aussi que de récentes et nouvelles formes de solidarité sont susceptibles de concurrencer un modèle hérité de l'État-providence. Ceci pose la question de l'intérêt général lié aux formes de production de sociabilités que les associations d'action sociale et ces nouveaux acteurs sont en mesure de maintenir et/de promouvoir sur le champ de la pauvreté. De fait, nous essaierons de comprendre les dynamiques relatives à l'émergence de nouvelles formes de solidarité non-institutionnalisées et leurs éventuelles répercussions sur le plan sociétal.

2019-2022 : Membre de l'équipe scientifique du projet ANR JCJC « La société civile et la nouvelle Turquie », pour l'appel 2018-2019 (non accepté) .

Cette recherche contribue à enrichir la réflexion conceptuelle de la relation entre la société civile et l'État de droit. La Turquie, comme de nombreux pays, a adopté un modèle de démocratie libérale dans lequel on observe une montée en puissance des organisations de la société civile (OSC). Alors que la Turquie a engagé un processus constitutionnel de soixante ans d'association renforcée à l'Europe, le caractère majoritaire de sa démocratie tend de plus

en plus à affaiblir le pluralisme. Autrement dit, cette entreprise se traduit par une injonction envers les OSC, mais aussi par un renouvellement des formes de l'engagement collectif. Dans quelle mesure les OSC œuvrent-elles à l'émancipation et à la participation des citoyens au regard de l'État de droit ? Par conséquent, on mettra en exergue les clés de compréhension sur les capacités d'innovation, d'intégration et d'adaptation de la société dans un contexte de dé-démocratisation. Le 100ème anniversaire de la République turque en 2023 présage-t-il un conflit politique ?

2018-2019 : Coordinateur du projet SGF/GEF « Les circuits courts alimentaires en Turquie et les conséquences sur la biodiversité et les intrants chimiques dans l'agriculture et l'alimentation ».

Ce projet vise à mieux appréhender le mouvement des initiatives de circuits courts alimentaires en Turquie sachant que l'on trouve une multitude d'initiatives telles que les coopératives, les unions d'agriculteurs, les sites de vente, les collectifs, les jardins urbains, les « communautés de citoyens » favorables à une agriculture écologique et au maintien d'une agriculture paysanne. De fait, l'identification et la rencontre des acteurs nous ont permis de comprendre le sens que les acteurs donnent à ces formes de distribution alimentaire entre producteur et consommateur. À travers des rencontres de travail, nous avons co-construit avec les acteurs une méthodologie qualitative et quantitative dans le but de saisir les pistes de réflexions que soulèvent les circuits courts en Turquie au regard de la biodiversité et de l'utilisation d'intrants chimiques, et nous avons mené dans un deuxième temps une recherche à l'échelle de la Turquie.

2018-2019 : Coordinateur du projet AUF Europe centrale et orientale « L'économie solidaire et collaborative en Turquie ».

Ce projet visait à saisir ce phénomène récent de l'économie solidaire en Turquie du fait que de nombreuses initiatives citoyennes, publiques et privées n'ont cessé d'apparaître pour des raisons et des motivations multiples. Il nous a permis, à travers des échanges, des rencontres de travail et des enquêtes de terrain, de saisir la pluralité de leur finalité et de leur modèle d'hybridation économique. Il ressort très nettement que la plupart de ces initiatives tendent à mettre en place des modes d'autogestion face à la puissance publique et au marché. Dans ce sens, l'infrastructure institutionnelle, face à une éventuelle reconnaissance d'un tiers secteur, semble totalement absente dans le cadre d'une action publique qui serait encline à la mise en œuvre d'une gouvernance participative. Si ces initiatives de l'économie solidaire se démarquent de l'histoire de l'entrepreneuriat social en Turquie, en mettant en avant un mode de démocratie directe, elles tendent davantage à promouvoir une gouvernance citoyenne.

2019-2020 : Membre de l'équipe scientifique du projet Idex Bordeaux « La société civile et la 'nouvelle' Turquie : entre contribution et limitation à un espace démocratique pluraliste » (non accepté).

Cette recherche contribue à enrichir la réflexion autour des organisations de la société civile (OSC) face à l'État, et à dépasser la dualité individualisme et communautarisme. La Turquie, comme de nombreux pays, a adopté un modèle de démocratie libérale dans lequel on observe une montée en puissance des OSC. Alors qu'elle a engagé un processus constitutionnel de 60 ans en lien avec l'Europe, le gouvernement, en ayant recours au droit (comme outil autoritaire) au nom de la démocratie, tend à affaiblir le pluralisme culturel (politique, identitaire, social, etc.) et à renforcer l'insécurité des justiciables. Cette entreprise traduit une division plus

profonde de la société qui s'accompagne de la promotion d'OSC proches de l'État et de la marginalisation d'OSC éloignées de ses valeurs et normes. Face à un élan de l'engagement citoyen de part et d'autre, on voit l'émergence d'alternatives économiques et citoyennes innovantes, mais aussi des contre-mouvements. Comment les OSC contribuent-elles ou limitent-elles la promotion d'un pluralisme culturel ? Quelles sont leurs capacités d'innovation, d'intégration et d'adaptation face à une réduction des espaces publics ? Sont-elles un ressort pour dépasser la crise politique actuelle ?

2017 : Chercheur associé au projet de recherche « Mobilisations sociales en Turquie : regards sur les nouvelles formes organisationnelles d'engagements collectifs », Projet de recherche avec l'Université Galatasaray et l'Université ODTÜ, de mai à septembre 2017

Cette étude s'est intéressée à mieux comprendre l'émergence des formes organisationnelles d'engagements collectifs en Turquie. À ce titre, si le mouvement du parc Gezi en 2013 a été un événement important par son ampleur et sa spontanéité, ce dernier semble avoir essaimé de nombreuses initiatives citoyennes sous la forme de collectifs. De fait, nous nous sommes focalisés sur l'importance de mieux définir les diverses formes d'engagement dont certaines sont apparues avant le mouvement du parc Gezi dans les domaines des politiques urbaines et de l'enseignement supérieur, et d'autres ont émergé à la suite de cet événement dans les domaines de l'écologie, de la justice et de la démocratie.

2001 : Assistant de recherche du projet d'étude Région Poitou-Charentes, « Associations et territoires. Le fait associatif en région Poitou-Charentes », coordonné par Patrick Bonneau et avec la collaboration du CREAHI.

Cette étude a cherché à mieux comprendre le rôle des associations dans le développement local, dans les secteurs économiques, culturels, sociaux et sportifs et à identifier les dynamiques en matière de partenariats.

TERRAINS D'ENQUETE A L'ETRANGER

- Dans le cadre de mon expérience professionnelle au Maroc: enquête fondée sur l'analyse de différents fonds documentaires, des observations participantes, des entretiens semi-directifs.
- Juin-août 1999 : Rabat, Taza, Aknoul
- Dans le cadre de mon expérience professionnelle en Turquie: enquête multi-située, analyses de différents fonds d'archives, observations participantes, entretiens semi-directifs, entretiens informels étalonnés entre 2013 et 2022 selon huit temporalités:
-2013 : Istanbul
-2015 : Istanbul
-2017 : Istanbul, Kocaeli, Eskisehir
-2018 : Istanbul, Ankara, Gaziantep, Izmir, Adana, Mersin, Sirince, Düzce
-2019 : Istanbul, Artvin, Tunceli, Hatay, Izmir, Bursa, Çanakkale, Aydin
-2020 : Istanbul, Ankara, Izmir, Eskişehir, Ayvalik, Antalya
-2021 : Istanbul, Gaziantep, Urfa
-2022 : Istanbul, Tunceli, Ovacik, Urfa, Dyarbakir, Mardin, Izmit
-2024 : Istanbul

AUTRES EXPERIENCES PROFESSIONNELLES ET VALORISATIONS

◆ **Présentation de mes autres expériences professionnelles**

Mon parcours se singularise par le fait que mes études supérieures ont été accompagnées d'expériences professionnelles à l'étranger et en France. De fait, si mon intérêt académique en Maîtrise, DESS, DEA et en doctorat a porté principalement sur les politiques publiques et les organisations de la société civile (OSC), j'ai vécu diverses expériences dans le développement durable au Maroc, le développement local en Poitou-Charentes et le développement social en Haute-Normandie. Plus particulièrement, je me suis focalisé sur un thème récurrent à nos sociétés, le chômage et les politiques de lutte contre les exclusions. Grâce à mon DEA en sciences des organisations, j'ai assuré la fonction de directeur au sein de la FNARS Haute-Normandie. Cette fonction a permis de nourrir ma thèse doctorale que j'ai achevée à l'étranger (en Turquie) en 2010, alors que j'avais changé de secteur d'activité en assurant la fonction de chargé de cours à l'Université Yeditepe depuis 2007.

- **2002-2006** : Directeur de l'Association Régionale FNARS de Haute-Normandie (Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale - FAS) sous la présidence de Monsieur Jean-Michel Leduc.

Responsable de la mise en œuvre des décisions auprès des acteurs politiques et publics ainsi que des réseaux d'associations et de 50 établissements d'associations adhérentes, par délégation du Président et du Conseil d'administration ; animateur de réunions, de groupes de travail, de commissions et de colloques ; organisateur et formateur de sessions de formations et de programmes de formation ; coordinateur de projets partenariaux et gestion de mesures européennes, Responsable du montage de projets et de la gestion financière.

- **Mai 2000-octobre 2000** : Assistant de chargé d'étude du Conseil Régional de Poitou-Charentes, Service Plan-Études-Évaluation sous la responsabilité de Madame Françoise Texier.

Cette étude a pour but de connaître au mieux le rôle des associations dans le développement local et d'identifier leurs dynamiques en matière de partenariats. Elle a fait l'objet d'un rapport intitulé « Associations et territoires. Le fait associatif en région Poitou-Charentes », Région Poitou-Charentes, CREAHI Poitou-Charentes, Consultant Patrick Bonneau, janvier 2001.

- **Septembre 1998-octobre 1999** : Adjoint au projet de l'ONG ENDA Maghreb (ONG Internationale "Environnement et Développement"), sous la responsabilité de Monsieur Magdi Ibrahim.

Chargé du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation du projet pilote Mor 93/010, « Approche participative, aménagement de bassins versants, de la planification et de la gestion dans le bassin de M'soun », région de Taza au Maroc en collaboration avec le Ministère des Eaux et des Forêts et le PNUD.

Travaux, rapports et articles de presse

- **21-22 novembre 2002** : "De l'exclusion à l'emploi. Ouvrir l'économie aux solidarités". Avenir des chantiers d'insertion, financement des statuts des personnes. Recueils & documents, FNARS, n°27, mai 2004, Recueil d'intervention Forum-Grenoble.

- **Janvier 2001** : “Associations et territoires”. Le fait associatif en région Poitou-Charentes. Rapport d'étude, Région Poitou-Charentes, CREAHI Poitou-Charentes, Patrick Bonneau, janvier 2001.
- **1999** : “L'approche participative au Maroc”, *Républicain*.
- **1999** : “Dans les montagnes du Rif”, Sud-Ouest.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

♦ Compétences linguistiques

- Anglais (lu, écrit, parlé)
- Turc (lu, écrit, parlé)
- Arabe (notions)

♦ Informatique

- Maîtrise des logiciels de bureautique (Word, Power Point, Excel)